



WFP Cameroun © 2025



NATIONS UNIES
CAMEROUN
.....



DÉCENNIE
D'ACTION

RAPPORT ANNUEL
DES RÉSULTATS DES
NATIONS UNIES

20
25



NATIONS UNIES
CAMEROUN

RAPPORT ANNUEL
DES RÉSULTATS DES
NATIONS UNIES

20
25





UNICEF Cameroun © 2026

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du Coordonnateur résident	6	● Réalisation 2.2	34
L'équipe de pays des Nations Unies au Cameroun	8	Priorité stratégique 3	42
Principaux partenaires de développement du système des Nations Unies	10	● Réalisation 3	42
2025 en chiffres	12	Priorité stratégique 4	50
Chapitre 1. Évolutions majeures aux niveaux national et régional	15	● Réalisation 4	50
Chapitre 2. Appui du système des Nations Unies aux priorités nationales à travers le Cadre de coopération	16	2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030	56
2.1. Aperçu des résultats du Cadre de coopération	16	2.4. Aperçu financier et mobilisation des ressources	63
2.2. Priorités, réalisations et produits du Cadre de coopération	18	2.5. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble: cohérence, efficacité et efficience	66
Priorité stratégique 1	20	2.6. Évaluation et leçons tirées	70
● Réalisation 1	20	Chapitre 3. Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour 2026	74
Priorité stratégique 2	26	Note de fin	76
● Réalisation 2.1	26	Sigles et abréviations	80



“ Ce rapport met en avant des résultats concrets obtenus grâce à une action conjointe des agences onusiennes menée sur les fronts humanitaire et du développement...” ”

AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RÉSIDENT

C'est avec un profond sentiment de fierté et de responsabilité que je présente le Rapport annuel des résultats 2025 du système des Nations Unies au Cameroun. Cette année a été marquée par une mobilisation collective sans précédent de nos 24 agences, fonds et programmes, aux côtés du Gouvernement et de nos partenaires, afin d'accélérer les progrès vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) et la réalisation de la vision d'un Cameroun émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035.

L'année 2025 a été marquée à la fois par la consolidation de nos acquis et par une capacité d'innovation face aux contraintes auxquelles le système des Nations Unies (SNU) est exposé à l'échelle mondiale, notamment en raison de la réduction des financements. Dans un contexte caractérisé par la persistance des défis sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, par des chocs climatiques récurrents et par des restrictions budgétaires mondiales, le SNU a démontré sa pertinence, sa flexibilité et sa capacité à apporter des solutions intégrées.

Le présent rapport met en lumière des résultats concrets obtenus grâce à une action conjointe

des agences des Nations Unies menée sur les fronts humanitaire et du développement. Au total, 191 219 enfants souffrant de malnutrition aiguë ont été pris en charge, avec des taux de guérison record, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM). La couverture vaccinale nationale a progressé pour atteindre 88,2 %, selon l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), traduisant des avancées significatives dans le renforcement du capital humain.

Sur le plan socioéconomique, plus de 15 000 personnes vulnérables, dont de nombreuses femmes et de nombreux jeunes, ont bénéficié de

nouvelles opportunités génératrices de revenus grâce à des programmes conjoints mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU-Femmes et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

La lutte contre les violences basées sur le genre a franchi une étape symbolique avec l'ouverture, à Yaoundé, du premier centre holistique de prise en charge, soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le HCR et ONU-Femmes. Les efforts en matière de gouvernance ont également pris de l'ampleur, avec la digitalisation de l'état civil et la création d'espaces de participation citoyenne, sous l'impulsion du PNUD, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) et d'ONU-Habitat.

Enfin, les initiatives climatiques ont mobilisé des communautés entières autour de la restauration écologique et des énergies durables, avec l'appui de la FAO, du FIDA, du PAM, du HCR, d'ONU-Habitat, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du PNUD.

Une étape majeure a été franchie avec la signature du Décret n° 2025/03043/PM du 29 décembre 2025 portant création, organisation et fonctionnement du Cadre de concertation partenarial pour l'accompagnement à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement (SND30).

Cet instrument, issu d'un plaidoyer conjoint du SNU et des partenaires techniques et financiers, institutionnalise le dialogue stratégique entre le Gouvernement et ses partenaires, garantissant une meilleure coordination, un alignement et un suivi des interventions de développement.

Ces résultats ne doivent rien au hasard. Ils découlent d'un travail d'équipe remarquable entre les agences des Nations Unies, d'un partenariat étroit avec le Gouvernement camerounais, à travers une vingtaine de ministères, ainsi que d'une coopération soutenue avec la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

Alors que s'ouvre la dernière année de mise en œuvre du Cadre de coopération 2022-2026, notre engagement demeure intact : ne laisser personne de côté. Pour 2026, la feuille de route est clairement définie : accélérer la réalisation des ODD, consolider le nexus humanitaire-développement-paix, promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes, et renforcer la résilience climatique face à des chocs de plus en plus fréquents.

Je vous invite à parcourir ce rapport afin de découvrir, à travers des données probantes et des récits de changement, comment le système des Nations Unies au Cameroun contribue, jour après jour, à bâtir un avenir meilleur pour toutes et tous.

Issa Sanogo
Coordonnateur résident
Système des Nations Unies au Cameroun.

ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES

24
Agences

21
Agences résidentes

3
Agences non-résidentes

L'équipe de pays des Nations Unies au Cameroun est composée de 24 agences, fonds et programmes, dont 21 sont résidents et 3 non-résidents. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont également présents.

Sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies, elle est chargée de mettre en œuvre le Plan-cadre de coopération pour la période 2022-2026, qui s'aligne sur la Stratégie nationale de développement 2030 (SND30). Elle se concentre sur les initiatives de développement durable, en tirant parti des mécanismes de financement innovants en faveur des ODD par le biais du «*Pacte de financement*», tout en renforçant la collaboration avec le gouvernement, le secteur privé, les institutions financières internationales (IFI) et la société civile, afin de répondre aux priorités de développement du Cameroun.

En outre, cette équipe veille à apporter des réponses rapides aux situations d'urgence, dans le souci constant de ne laisser personne de côté. En travaillant de manière cohérente et en tirant parti des synergies interagences, le système des Nations Unies au Cameroun contribue à la réalisation des ODD, conformément à la vision du pays de devenir «*un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité*» à l'horizon 2035.



PRINCIPAUX PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES



L'État du Cameroun, notamment les ministères, les services de l'administration publique et les collectivités territoriales décentralisées.

Partenaires publics et privés



Autres partenaires



Société civile.

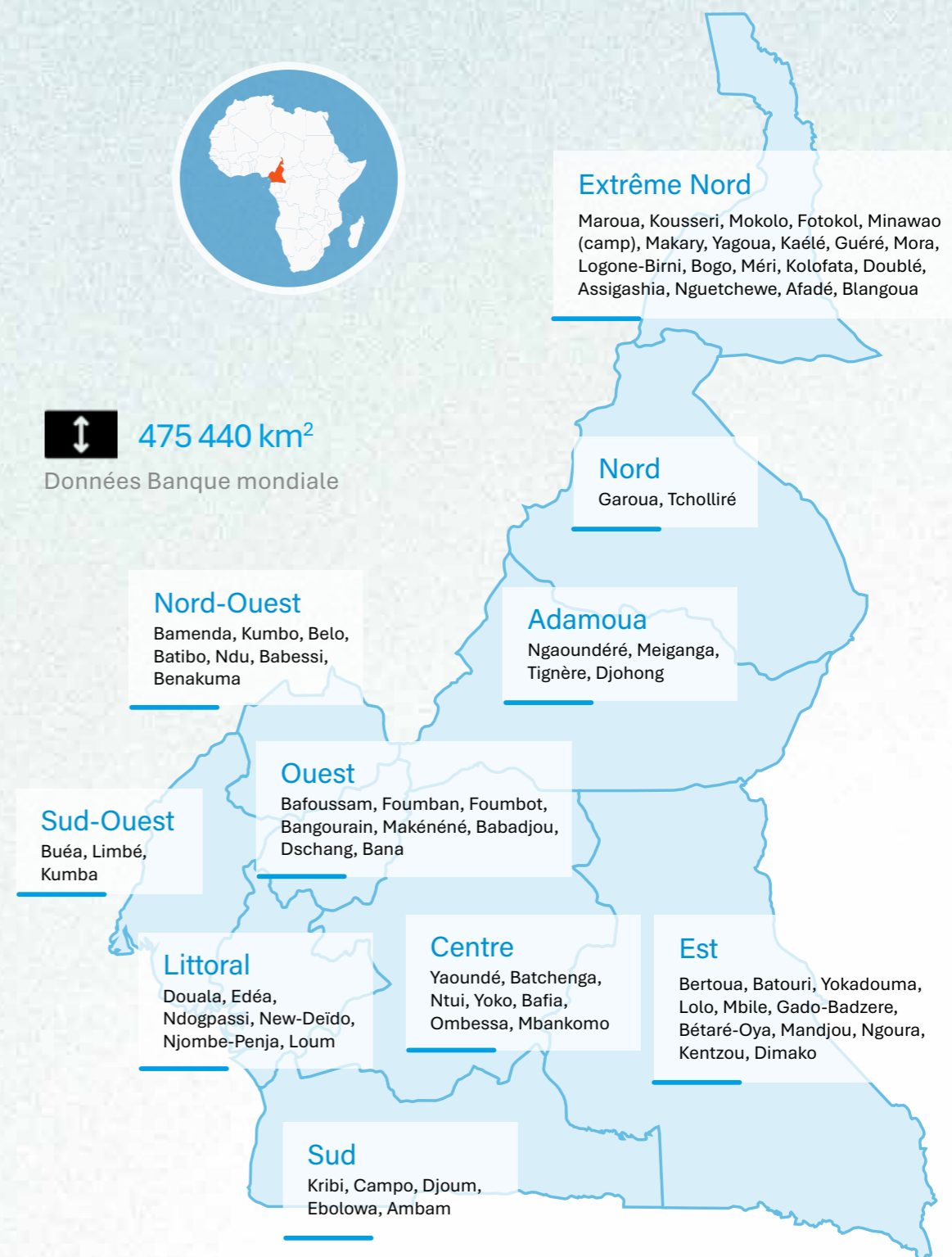


Académies, centres de recherches, centres de formations professionnelles.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE GLOBALE



475 440 km²
Données Banque mondiale



2025

EN CHIFFRES

DÉMOGRAPHIE

Population
29,4 m 
Source: INS 2025
43% de moins de 15 ans

Indice de développement humain (IDH)
0,588 
Source: PNUD 2025
155e sur 193 pays (moyenne mondiale : 0,756)

Espérance de vie
63,7 ans
Source: PNUD 2025

Taux de pauvreté
37,7 %
Source: ECAM5 (INS) 2022

ÉCONOMIE

Croissance économique
3,8 %
Source: FMI 2025
Insuffisant vs 8,1% requis pour Vision 2035

Inflation
3,4 %
Source: FMI 2025
Insuffisant vs 8,1% requis pour Vision 2035

Dette publique
37,9 %
Source: FMI 2025
Risque élevé de surendettement (problèmes de liquidité)

Contribution du numérique au PIB
5 %
Source: MINPOSTEL 2025

ÉDUCATION

Taux d'achèvement au primaire
~79 %
Source: MINEDUB 2025

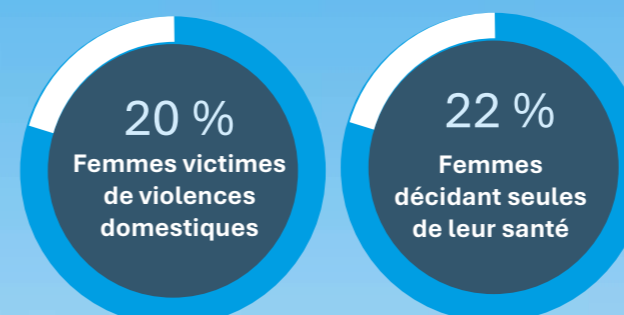
Compétence minimale en lecture (primaire)
23 %
Source: Évaluations nationales

SANTÉ

Prévalence VIH (adultes 15-49 ans)
2,6 %
Source: CAMPHIA 2024-2025
Baisse significative

Prévalence d'insécurité alimentaire
10,6 %
Source: MINADER/PAM 2025

GENRE ET VIOLENCES



Prévalence contraceptive moderne
21,5 %
Source: UNFPA 2025

Malnutrition chronique (enfants <5 ans) **28 %**

Couverture vaccinale Penta3 **88,2 %**
Source: UNICEF/OMS 2025

CONTEXTE RÉGIONAL (CEMAC)

Position du Cameroun
1^{ère} économie de la CEMAC
Source: FMI/BEAC 2025
Moteur régional

Réserves de change
4,2 mois mois d'importations
Source: BEAC Déc. 2025





Chapitre 1

ÉVOLUTIONS MAJEURES AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

1.1 Contexte national et défis structurel

Avec une population estimée à 29,4 millions d'habitants en 2025, le Cameroun se caractérise par une population jeune dont plus de 43 % ont moins de 15 ans, et par un taux d'urbanisation de 55 %. L'économie reste dominée par le secteur informel, qui emploie 90 % de la population active.

La croissance du PIB est estimée à 3,8 %, un niveau insuffisant au regard des 8,1 % requis pour atteindre les objectifs de la Vision 2035. L'inflation a reculé à 3,4 %, tandis que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 7 %. Le service de la dette absorbe 30 % du budget, ce qui limite les investissements sociaux. Le taux de pauvreté s'élève à 37,7 %, tandis que la pauvreté multidimensionnelle touche 43,6 % de la population.

1.2 Développement humain et avancées clés

L'indice de développement humain (IDH) du Cameroun s'établit à 0,588, plaçant le pays au 155^e rang mondial. L'espérance de vie est de 63,7 ans, et la durée moyenne de scolarisation est de 6,6 ans.

- **Santé** : la mortalité maternelle est estimée à 390 décès pour 100 000 naissances vivantes. La prévalence du VIH a reculé pour s'établir à 2,6 % contre 3,4 % en 2017, et le taux de suppression virale chez les personnes sous traitement atteint 93 %. Le paludisme demeure la première cause de mortalité, représentant 18 % des décès.
- **Éducation** : le taux d'achèvement du cycle primaire stagne à 77 %, et seuls 23 % des élèves maîtrisent les compétences minimales en lecture.
- **Genre** : les violences domestiques touchent 22 % des femmes. La représentation des femmes à l'Assemblée nationale atteint 34 %, mais reste faible au niveau local où elles ne représentent que 9,7 % des maires. La budgétisation sensible au genre est désormais institutionnalisée.



- **ODD2: Malnutrition chronique**: 28 %
- **ODD3: Couverture vaccinale Penta3** : +7,2 pts
Prévalence du VIH : -0,8 pt
- **ODD4: Taux d'achèvement du primaire** : 79,2 %

1.3 Crises et dynamiques régionales

Environ 3,3 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, notamment dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord. Les chocs climatiques, notamment les inondations et les sécheresses, touchent environ 3 millions de personnes chaque année. À la fin de 2025, 11 % de la population, soit 3,1 millions de personnes, se trouvait en situation d'insécurité alimentaire aiguë, dont 63 % dans les régions de crise.

Première économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), le Cameroun demeure un moteur régional malgré une pression sur les réserves de change, qui représentaient 4,2 mois d'importations en décembre 2025. L'instabilité régionale et les déplacements transfrontaliers posent d'importants défis en matière de protection et de continuité des chaînes d'approvisionnement.

1.4 Tendances émergentes et opportunités stratégiques










- **Austérité budgétaire** : près de 30 % du budget est consacré au service de la dette, ce qui limite les marges de manœuvre pour les secteurs sociaux.
- **Digitalisation** : le réseau de fibre optique dépasse 12 000 km, la connectivité mobile atteint 90 % et la contribution du numérique au PIB s'élève à 5 %.
- **Changement climatique** : L'Extrême-Nord et l'Adamaoua sont particulièrement vulnérables, avec un impact direct sur la sécurité alimentaire.
- **Urbanisation rapide** : 60% de la population vit en ville, avec une croissance informelle marquée à Douala et Yaoundé.
- **Opportunités clés** : la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), le Plan d'industrialisation, l'Année de la femme rurale (2026), les financements innovants (BID, BADEA, CAFI) et le nouveau Cadre de concertation partenarial (décret du 29 décembre 2025) offrent des leviers susceptibles d'accélérer la transformation durable du pays.

APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES À TRAVERS LE CADRE DE COOPÉRATION

2.1 Aperçu des résultats du Cadre de Coopération

Le Cadre de coopération 2022-2026 constitue la réponse commune des Nations Unies aux priorités du Gouvernement inscrites dans la SND30. Structuré autour de quatre priorités stratégiques déclinées en cinq réalisations, il mobilise 23 agences, fonds et programmes dans une approche «*Unis dans l'action*».

En 2025, le SNU a démontré sa capacité à apporter des réponses intégrées et coordonnées aux défis complexes auxquels le Cameroun est confronté. Les résultats obtenus témoignent de la pertinence de l'approche collective et de la complémentarité des mandats des différentes agences.

Priorité Stratégique	Réalisation	ODDs	Réalisation phare	
 <p>Croissance inclusive et durable grâce à une transformation structurelle et verte de l'économie avec une création d'emplois décents</p>	<p>Réalisation 1: D'ici 2026, davantage de personnes, en particulier les jeunes, les femmes et les groupes socialement et économiquement vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), bénéficient équitablement d'opportunités accrues dans une économie verte, diversifiée, transformatrice, résiliente et inclusive qui crée des emplois décents dans les secteurs productifs.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Plus de 15 000 personnes vulnérables ont bénéficié d'opportunités économiques accrues 	PROSPÉRITÉ
 <p>Développement humain de qualité, inclusif et équitable</p>	<p>Réalisation 2.1: D'ici 2026, davantage de personnes, par groupe d'âge, en particulier les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), utilisent des services sociaux de base de qualité de manière équitable et durable pour réaliser leur plein potentiel humain et améliorer leur bien-être social et économique.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▶ Couverture vaccinale portée à 88,2 % ; ▶ 191 219 enfants pris en charge pour malnutrition 	POPULATION
	<p>Réalisation 2.2: D'ici 2026, davantage de personnes, par groupe d'âge, en particulier les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), utilisent des services sociaux de base de qualité de manière équitable et durable pour réaliser leur plein potentiel humain et améliorer leur bien-être social et économique.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▶ 30 508 personnes touchées par des programmes de lutte contre les violences fondées sur le genre ; ouverture du premier centre intégré de prise en charge 	
 <p>Soutien institutionnel et engagement citoyen</p>	<p>Réalisation 3: D'ici 2026, les jeunes, les femmes, les groupes les plus vulnérables et les personnes vivant avec un handicap, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), contribuent activement à l'efficacité des politiques et à la performance des institutions publiques aux niveaux national, régional et communal, et jouissent pleinement de leurs droits.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▶ 9 comités de stabilisation créés ; 10 centres d'état civil digitalisés 	PAIX
 <p>Durabilité environnementale, gestion des risques climatiques et des catastrophes.</p>	<p>Réalisation 4: D'ici 2026, les populations des différentes zones agro-écologiques, y compris les jeunes, les femmes et les groupes socialement vulnérables, vivent dans un environnement plus sain, gèrent durablement les ressources environnementales, y compris la biodiversité, et sont plus résilientes aux chocs liés aux catastrophes et aux climatiques.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▶ 111 325 arbres plantés ▶ 52 605 personnes participant à des activités de résilience 	PLANÈTE



2.2 PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPÉRATION

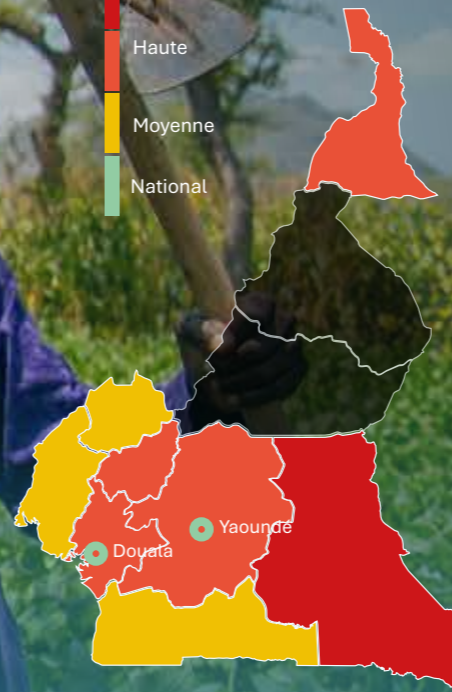
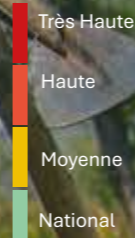




WFP Garretoun © 2025

Régions d'intervention

Priorité



Organismes contributeurs



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

RÉALISATION 1

D'ici 2026, davantage de personnes, en particulier les jeunes, les femmes et les groupes socialement et économiquement vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), bénéficient équitablement d'opportunités accrues dans une économie verte, diversifiée, transformatrice, résiliente et inclusive qui crée des emplois décents dans les secteurs productifs.

ODDs cibles



Marqueurs

<p>Genre</p> <p>GEM 2 (intégration significative)</p>	<p>Droits humains</p> <p>AFDH 2 (approche fondée sur les droits)</p>	<p>Jeunesse</p> <p>Priorité transversale</p>	<p>Ne laisser personne de côté</p> <p>Ciblage actif</p>
--	---	---	--

Programmes conjoints

PBF-PRONEC

274 000 USD



Entrepreneuriat
paix, cohésion
sociale (Est,
Adamaoua)

PDCVEP

Inclus



Chaînes de
valeur élevage,
pisciculture

OSSP-CMR

800 000 USD



Lignes de crédit
PME (national)

Fonds commun des ODD

2 millions USD



Systèmes
alimentaires
durables

Résultats clés



17 789

tonnes de riz et 19 578 tonnes d'oignons ont été produites grâce à la fourniture d'intrants à plus de 7 000 producteurs et à la construction de 37 magasins de stockage.



139,2 km

de pistes rurales et agricoles ont été réhabilités



42 %

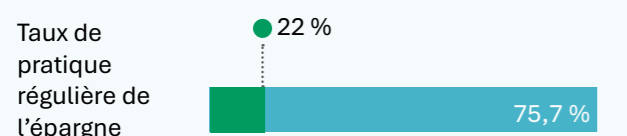
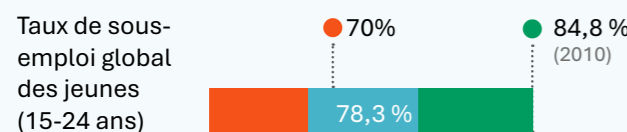
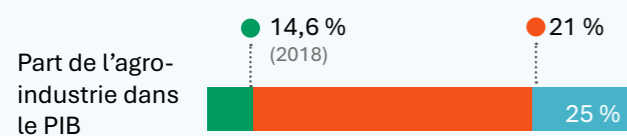
d'augmentation des revenus agricoles ont été enregistrés chez les personnes déplacées dans l'Extrême-Nord.



27 514

petits producteurs ont été formés aux bonnes pratiques agricoles et à la gestion des pertes post-récolte pour assurer la durabilité des filières.

Évolution des indicateurs de la réalisation 1



● Valeur de référence ● Valeur en 2025 ● Cible pour 2026

Une transformation structurelle de l'économie portée par le développement des chaînes de valeur

En 2025, le SNU a consolidé son appui à la transformation structurelle de l'économie camerounaise grâce à une approche holistique des chaînes de valeur, allant de l'amont agricole à l'accès aux marchés régionaux, et créant des synergies interagences pour maximiser l'impact sur les populations vulnérables.

Les producteurs agricoles voient leur production et leurs revenus augmenter grâce à des investissements ciblés

Sous l'égide des ministères de l'Agriculture et de l'Élevage, des intrants agricoles ont été fournis à plus de 7000 producteurs. En parallèle, des investissements dans les infrastructures ont permis la finalisation de 13 magasins de stockage, la réhabilitation de 21,2 km de pistes agricoles et la production de 17789 tonnes de riz paddy et de 19578 tonnes d'oignons. Par ailleurs, 24 magasins

de stockage communautaires ont été construits, 118 km de pistes rurales ont été réhabilités et 63 infrastructures routières critiques ont été réalisées dans les bassins de production. En outre, 95 étangs piscicoles communautaires ont été aménagés au profit de 6000 ménages vulnérables dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Par ailleurs, 880 petits ruminants ont été distribués à 440 ménages vulnérables, 45 hectares de pâturages ont été restaurés et deux abreuvoirs pour le bétail ont été construits dans l'Extrême-Nord et l'Adamaoua.

Les populations déplacées et vulnérables renforcent leur résilience économique grâce à une approche inclusive

Grâce à l'accompagnement de 2949 personnes déplacées dans des activités agropastorales, le système des Nations Unies a permis une augmentation de 42 % des revenus agricoles des bénéficiaires dans l'Extrême-Nord et une réduction de 1,5 mois de la période de soudure dans la région de l'Est. Avec l'appui du Fonds mondial, 158 forages ont été construits dans plus de 80 communes à travers le pays. En outre, dans le cadre du projet Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise alimentaire (PULCCA, les communautés ont construit ou réhabilité 26 points d'eau et étangs, 14 forages solaires, 6 canaux et 4 digues de protection, renforçant ainsi la résilience économique et l'accès à l'eau potable dans les zones rurales.

L'accès au financement de proximité renforce l'autonomisation économique des femmes, des jeunes et des réfugiés

Cent groupements villageois d'épargne et de crédit ont été créés ou redynamisés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, au bénéfice de 1593 membres, dont 34 % de réfugiés. Ces groupements ont mobilisé 15 millions de francs CFA d'épargne et 6 millions de francs CFA de crédits, les femmes représentant 62 % des membres. Par ailleurs, 136 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ont été mises en place dans 6 régions, regroupant 3800 membres, dont 75 % de femmes, et mobilisant 86 millions de francs CFA d'épargne et 27 millions de francs CFA de crédits. En outre, 967 ménages réfugiés ont reçu des kits d'insertion économique d'une valeur unitaire de 250000 francs CFA. Par ailleurs, 4 nouvelles associations ont été créées au profit de 100 personnes vivant avec le VIH, dont 80 % de femmes, dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua.



Histoire de vie « Renforcer la résilience dans le Mayo : Le voyage des Baka, de la crise à l'espoir »

Dans la forêt équatoriale de l'Est du Cameroun, le peuple Baka vit en harmonie avec la nature depuis des générations, comptant sur la chasse et la cueillette pour subvenir à ses besoins. Toutefois, ces dernières années, les changements climatiques, l'instabilité économique et l'arrivée de réfugiés centrafricains ont exercé une pression sans précédent sur leur environnement. Les sécheresses, les inondations et la raréfaction des ressources naturelles ont plongé les communautés dans une lutte quotidienne pour leur survie.

À Mayos, un village Baka de près de 600 habitants situé dans l'arrondissement de Dimako, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux alarmants. Les familles devraient parcourir plus de 50 kilomètres à la recherche de feuilles de manioc, ce qui contraint parfois les enfants à abandonner l'école. Les anciens, pour leur part, s'inquiétaient de l'érosion progressive des savoirs ancestraux, piliers de leur culture, en l'absence d'alternatives viables.

Afin de répondre à cette crise, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), avec le financement de la Banque mondiale et en partenariat avec le Gouvernement camerounais, a lancé le PULCCA entre avril 2024 et juin 2025. Cette initiative visait à renforcer la résilience des ménages en associant des pratiques traditionnelles et des techniques agricoles modernes.

À Mayos, l'appui s'est matérialisé par la fourniture de kits de production composés de boutures de manioc et de plantain, de plants d'igname, de petits ruminants et de volailles. Plus de 30 sessions de formation ont permis d'introduire des méthodes agricoles améliorées ainsi que des techniques modernes d'apiculture. Une « école du manioc » a été créée, devenant un lieu d'échange de savoirs entre hommes et femmes.

L'apiculture, autrefois rudimentaire et risquée, s'est transformée en une activité sûre et rentable. Comme le souligne Angoula Nestor, nouveau apiculteur Baka,

« Grâce aux formations et aux équipements de protection, nous récoltons un miel propre et de qualité, et nous gagnons assez pour subvenir aux besoins de nos familles. »

Les revenus tirés de la vente de miel contribuent désormais à la scolarisation des enfants et à l'amélioration de la nutrition des ménages.

La culture du manioc s'est également développée localement, réduisant les déplacements longs et éprouvants. Pour le chef Dieudonné Noutcheguenou, le projet a permis de restaurer un véritable sentiment d'autonomie : « Nous sommes fiers de pouvoir nous nourrir à nouveau par nous-mêmes. »

Le Représentant de la FAO au Cameroun, Antonio Querido, a souligné la portée plus large de cette initiative :

« Ce projet n'est pas seulement une réponse d'urgence à la crise alimentaire. C'est un engagement à aider les communautés vulnérables, en particulier les peuples autochtones, à devenir pleinement acteurs de leur propre développement. »

Rien qu'à Mayos, 374 personnes ont bénéficié directement du projet, dont la portée s'est étendue à près de 25000 ménages à travers l'Est du Cameroun. Pour les Baka, PULCCA a représenté bien plus qu'une réponse alimentaire ; il a restauré la dignité, la renforcé la résilience et ravivé l'espoir d'un avenir meilleur.



FAO Cameroun © 2025



Les partenariats avec le secteur bancaire privé créent des emplois pour les jeunes et soutiennent les PME

Des partenariats avec Bange Bank, NFC Bank et FOCEP ont permis d'octroyer près de 800 000 dollars de lignes de crédit à 34 petites et moyennes entreprises (PME), dont 5 dirigées par des femmes, générant 132 emplois pour les jeunes à l'échelle nationale. Treize initiatives innovantes dans les filières du riz et de l'oignon ont été soutenues, au bénéfice direct de 111 coopératives de petits producteurs dans les bassins de production. Avec l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix, 12 entreprises sociales ont été créées au profit de 200 jeunes vulnérables dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, offrant une alternative durable à l'exode rural et aux risques de radicalisation dans ces zones fragiles.



La sécurisation de l'environnement des affaires

Grâce à l'appui du SNU, notamment via l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), l'environnement des affaires au Cameroun a été renforcé par des initiatives ciblées de lutte contre la corruption, les flux financiers illicites et les risques sécuritaires, réduisant ainsi les risques pesant sur les investisseurs et facilitant l'accès des TPME, des start-ups et des femmes entrepreneures aux

mécanismes de financement. Dans le secteur maritime, le programme Global Maritime Crime Programme a contribué à sécuriser les échanges commerciaux et à améliorer la crédibilité financière des coopératives de pêche et des petites entreprises. Par ailleurs, la lutte contre le trafic des ressources naturelles, à travers le projet GUARD Wildlife, a permis de protéger les ressources productives et de renforcer la confiance des investisseurs dans les secteurs de l'économie verte et forestière. Enfin, la promotion d'une gouvernance inclusive via le réseau WILPOC a favorisé une participation accrue des femmes dans les secteurs de la justice et de la sécurité, garantissant un accès plus équitable et plus transparent aux opportunités économiques pour les femmes entrepreneures et les groupes vulnérables.



Le renforcement des capacités : un investissement au service de la durabilité

Le SNU a fait de la montée en compétences un levier majeur de la durabilité, en formant 139 cadres issus d'institutions publiques et privées et en renforçant les compétences techniques et entrepreneuriales de 3303 personnes, dont 2054 femmes. Dans le secteur agricole, 4935 producteurs ont été formés aux bonnes pratiques agricoles, tandis que 22579 petits producteurs, dont 52 % de femmes, ont bénéficié d'une formation à la gestion des pertes post-récolte.

Ils ont en outre été dotés de 16 412 équipements de transformation et de stockage destinés à améliorer leurs revenus et leur résilience. L'accompagnement des acteurs économiques s'est également traduit par un soutien apporté à 250 PME et coopératives, dont 25 % dirigées par des femmes, ainsi qu'à plus de 350 jeunes promoteurs dans l'utilisation d'outils numériques par l'intermédiaire du hub technologique Digitech Planet. Par ailleurs, plus de 450 jeunes réfugiés, déplacés internes et autochtones ont été connectés à la plateforme DataCamp dans le cadre d'un projet conjoint, marquant une avancée significative dans l'autonomisation numérique des populations vulnérables. L'impact sur la cohésion sociale est particulièrement remarquable : 99,3 % des bénéficiaires des programmes se déclarent désormais prêts à collaborer avec des personnes d'une autre identité, qu'elle soit ethnique, religieuse ou liée au statut de réfugié, témoignant ainsi de l'effet intégrateur des approches économiques inclusives.



WFP Cameroun © 2025



L'ouverture aux marchés régionaux : préparer l'avenir

Le SNU a préparé les acteurs économiques camerounais à saisir les opportunités offertes par la Zlecaf, en élaborant un manuel pratique visant à faciliter l'accès des femmes aux marchés d'exportation et en accompagnant 50 PME dans leur processus de certification. Afin de renforcer l'inclusion des femmes, un fonds de microcrédits destiné au financement de leurs activités économiques a été mis en place au sein d'une institution de microfinance située le long du corridor Batchenga-Ntui-Yoko. Un manuel de procédures est désormais disponible pour encadrer la gestion et l'utilisation de ce mécanisme. En collaboration avec ses partenaires, le système des Nations Unies a également organisé le Symposium de Douala sur les zones économiques spéciales de nouvelle génération. Cette rencontre a permis d'identifier cinq chaînes de valeur à fort potentiel pour l'espace CEMAC, à savoir le bois, les mines, les hydrocarbures, l'agroalimentaire et la pharmacie, ainsi que les parcs technologiques de la quatrième révolution industrielle. Par ses investissements dans les chaînes de valeur locales, son appui à l'entrepreneuriat rural et son soutien à la transformation des produits locaux, le système des Nations Unies a favorisé l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, notamment des jeunes et des femmes, capables de créer des produits transformés et labellisés «*Made in Cameroon*». Cette dynamique est renforcée par la diffusion d'informations économiques et techniques relatives aux filières du riz et de l'oignon, par l'intermédiaire du Système d'information de marchés (SIM). Cette plateforme numérique, qui couvre 19 marchés camerounais, met à disposition des données fiables et stratégiques permettant aux acteurs des chaînes de valeur d'améliorer leurs performances et d'accroître leurs revenus.



FAO Cameroun © 2025



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

RÉALISATION 2.1

D'ici 2026, davantage de personnes, par groupe d'âge, en particulier les plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), utilisent des services sociaux de base de qualité de manière équitable et durable pour réaliser leur plein potentiel humain et améliorer leur bien-être social et économique.

ODDs cibles



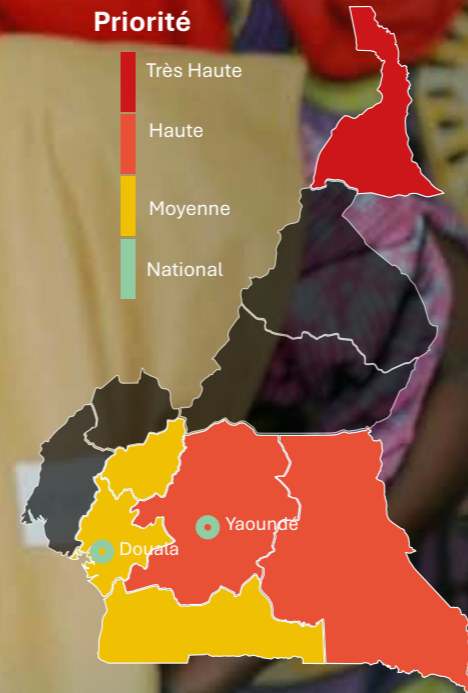
Marqueurs

Genre GEM 3 (transformatif)	Droits humains AFDH 2	Jeunesse Priorité prioritaire	Handicap GEM 1	Ne laisser personne de côté Ciblage intensif
--	---------------------------------	---	--------------------------	--

Régions d'intervention

Priorité

- Très Haute
- Haute
- Moyenne
- National



Programmes conjoints

GPE Education

15 millions USD



Qualité des apprentissages, formation des enseignants

MYRP (Education sans délai)

Inclus



Éducation en situations d'urgence (Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord)

SWEDD

Inclus



Autonomisation des femmes, santé reproductive

PRESYNATS (Transfusion sanguine)

Inclus



Chaîne d'approvisionnement en sang sécurisé

PULCCA (Sécurité alimentaire)

1,24 millions USD



Jardins scolaires ; résilience (Sud, Est, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Adamaoua, Extrême-Nord)

Organismes contributeurs



Résultats clés



88,2 %

de couverture nationale du Penta3 ont été enregistrés, permettant de protéger près de neuf enfants sur dix contre les maladies évitables par la vaccination.



10,6 millions

de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été transportées et distribuées, couvrant plus de 17 millions de personnes dans les zones endémiques au paludisme.



113 000

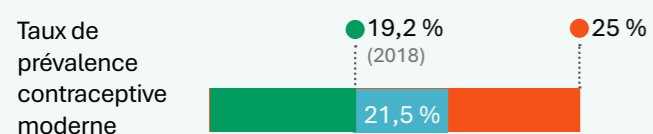
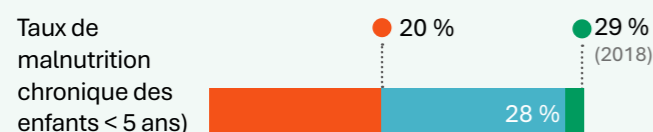
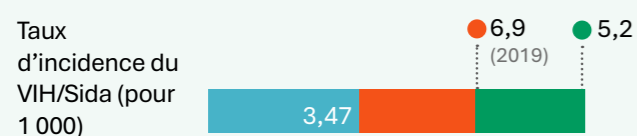
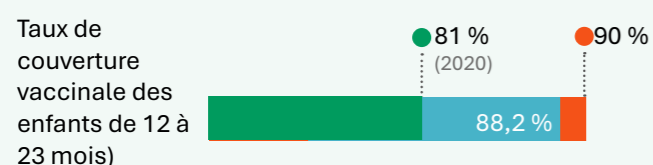
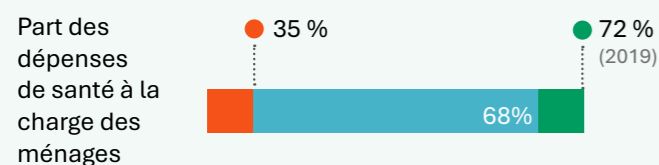
élèves dans 121 écoles ont bénéficié de repas scolaires à base de produits locaux, portant le taux de rétention scolaire à 95 %.



37 056

enfants non scolarisés, dont plus de 19 000 filles, ont pu reprendre le chemin de l'école grâce aux programmes de continuité pédagogique en zone de crise.

Évolution des indicateurs de la réalisation 2.1



● Valeur de référence ● Valeur en 2025 ● Cible pour 2026



Santé maternelle et infantile : des progrès soutenus grâce à une approche systémique

Sous l'impulsion du ministère de la Santé publique (MINSANTE), le SNU a intensifié son appui afin de réduire la mortalité maternelle et infantile et de renforcer le système de santé. Le cadre normatif de la formation des sages-femmes a été actualisé, et quatre écoles sur six sont désormais engagées dans un processus d'accréditation conforme aux normes internationales de la Confédération internationale des sages-femmes. Il s'agit d'une première en Afrique centrale, porteuse d'une amélioration durable de la qualité des soins maternels et néonataux. Dans les zones de crise, le déploiement de 57 sages-femmes a permis de réaliser 494 accouchements et 2762 consultations prénatales dans 32 formations sanitaires. Ces sages-femmes ont également assuré la formation du personnel local, contribuant ainsi à la pérennisation des compétences.

Par ailleurs, 181 cas de fistules obstétricales ont été réparés lors de deux campagnes chirurgicales, tandis que 50 femmes ayant bénéficié de cette intervention ont reçu un soutien à la réinsertion socio-économique, leur permettant de retrouver leur dignité et leur autonomie. Le nouveau Plan stratégique national de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents 2024-2030 a été officiellement lancé, offrant un cadre d'action pour les années à venir. La couverture nationale du Penta3 a progressé jusqu'à 88,2 %, et 75 % des districts de santé ont atteint un niveau de couverture d'au moins 80 %.

Autrement dit, près de neuf enfants sur dix sont désormais protégés contre les maladies évitables par la vaccination, tandis que plus de six millions d'enfants ont bénéficié d'une supplémentation en vitamine A lors de la campagne SASNIM, réduisant sensiblement les risques de cécité et de mortalité infantile. Grâce à l'appui de Gavi et à la coordination entre le SNU, le MINSANTE et le Programme élargi de vaccination, le système de santé a été renforcé dans les zones frontalières de l'Est, permettant ainsi d'identifier les populations mobiles non-vaccinées, d'améliorer la coordination transfrontalière et de réduire les risques de propagation des maladies évitables.

Le SNU a également apporté une contribution technique majeure à travers la révision des outils de soins, la supervision de 60 prestataires formés à la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, le soutien à la régulation de la médecine traditionnelle avec l'adoption de la Loi n° 2024/018 en décembre 2024, la réponse aux incidents liés aux médicaments falsifiés, ainsi que le renforcement de la transfusion sanguine via le projet PRESYNATS, avec l'équipement de 98 dépôts de sang et l'acquisition de 20 véhicules de supervision.



Lutte contre la malnutrition : un partenariat stratégique aux résultats exceptionnels

Le SNU a mené des campagnes de dépistage de masse touchant plus de 922 000 enfants dans six régions. Il a également assuré la prise en charge de 74 214 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère, avec un taux de guérison de 92 %, dépassant ainsi l'objectif fixé. Par ailleurs, 129 810 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée ont reçu des aliments nutritifs spécialisés, avec un taux de guérison exceptionnel de 98,7 %, dépassant largement le seuil national de 70 %. En pratique, cela signifie que près de 128 000 enfants ont retrouvé un état nutritionnel normal, évitant ainsi les séquelles irréversibles liées à la malnutrition chronique.

L'approche innovante Périmètre Brachial-Mères (PB-mères), déployée dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, a permis de former plus de 107 000 mères et personnes ayant la garde d'enfants à la détection précoce de la malnutrition à l'aide d'un simple ruban coloré, faisant d'eux des acteurs clés de la surveillance nutritionnelle dans leurs communautés et permettant une prise en charge rapide avant que l'état de l'enfant ne se détériore. Le système des Nations Unies a également soutenu 17 690 femmes enceintes et mères allaitantes vulnérables grâce à une assistance alimentaire et à des transferts monétaires d'un montant total de 854 325 dollars, améliorant ainsi l'accès à une alimentation de qualité et aux services de santé.

En parallèle, plus de 280 000 personnes dans 6 régions ont été sensibilisées aux bonnes pratiques nutritionnelles, à l'hygiène, à la prévention du paludisme et à la lutte contre la malnutrition, tandis que plus de 3 000 démonstrations culinaires ont été organisées afin de promouvoir l'utilisation d'aliments locaux et de renforcer durablement les pratiques alimentaires des communautés.



UNICEF Cameroun © 2025



UNICEF Cameroun © 2025

Histoire de vie **Le combat d'une réfugiée pour sauver ses jumelles prématurées**

À seulement 18 ans, Raihanna, a déjà connu l'exil, un mariage précoce et l'abandon. Réfugiée de la République centrafricaine et mère de jumelles, elle a dû faire face à une nouvelle épreuve lorsque Halima et Halmata, âgées de 21 mois, ont sombré dans la malnutrition aiguë sévère (MAS). Seule et sans ressources, elle s'est tournée vers une association locale soutenue par l'UNICEF dans le cadre du dispositif de collaboration en matière de nutrition, de santé communautaire et de protection. Les jumelles ont alors été rapidement orientées vers le Centre nutritionnel thérapeutique interne de l'hôpital régional de Bertoua. Le dispositif mis en place a permis une prise en charge complète.

Pendant 14 jours, les petites ont reçu un traitement nutritionnel intensif (F75, F100, antibiotiques), leur permettant de retrouver des forces et d'échapper à un danger vital. Après l'hospitalisation, elles ont poursuivi leur traitement en ambulatoire au centre de santé, en utilisant des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, consolidant ainsi les acquis de leur rétablissement. Raihanna a également bénéficié d'une formation sur la préparation de la «bouillie 5 étoiles», un repas enrichi apportant les nutriments essentiels au développement de l'enfant, composé de cinq groupes alimentaires à base de produits locaux, tels que les céréales, la poudre de poisson ou d'œuf, les arachides ou le soja, l'huile et un fruit. En parallèle, elle a reçu un appui en pâte d'arachide et en manioc écrasé pour lancer une activité génératrice de revenus. Aujourd'hui, Halima et Halmata sont en bonne santé et Raihanna a retrouvé espoir et autonomie :

« Je n'avais rien... maintenant, tout a changé », dit-elle avec gratitude.



Nutrition maternelle et infantile : des innovations locales pour des résultats durables

Dans la région de l'Ouest, l'initiative «*Plus fort avec le seul lait maternel*», combinée à des groupes WhatsApp de soutien animés par des pairs et des professionnels de santé, a permis de plus que doubler le taux d'allaitement maternel exclusif, atteignant 64 %, offrant ainsi un accompagnement continu aux jeunes mères et favorisant le partage de bonnes pratiques. Par ailleurs, afin de prévenir l'anémie, 88 961 femmes enceintes et 145 637 adolescentes ont bénéficié d'une supplémentation en fer et en acide folique, tandis que 25 123 enfants âgés de 6 à 23 mois ont reçu des micronutriments en poudre destinés à la fortification alimentaire à domicile, une approche qui favorise une alimentation équilibrée et protège contre les déficits en vitamines et en minéraux essentiels. Au total, 301 000 personnes ont reçu des messages clés sur les pratiques optimales en matière de nutrition maternelle et infantile.



Soutien logistique pour promouvoir la santé publique

Le SNU a apporté un appui logistique majeur à la santé publique à travers le projet MILDA, financé par le Fonds mondial. Dans ce cadre, le PAM a assuré le stockage et le transport de 10,6 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action vers environ 3 390 zones de santé. Cette opération d'envergure a touché plus de 17 millions de personnes dans les zones endémiques, contribuant ainsi à la réduction des maladies liées au paludisme. En assurant la livraison en temps opportun des produits essentiels et en renforçant les systèmes nationaux de chaîne d'approvisionnement, ce partenariat a permis de répondre aux besoins opérationnels immédiats tout en renforçant les capacités logistiques au niveau régional. Par ailleurs, le projet *Saving Lives and Livelihoods*, dirigé par le Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies (CDC Afrique) et financé par Mastercard, a contribué à réduire le nombre d'enfants zéro dose et à promouvoir un accès plus équitable aux services de vaccination. Cette initiative a permis la livraison de plus de 12,7 millions de doses de vaccins et de 610 mètres cubes d'accessoires à travers le pays, ainsi que l'organisation de quatre sessions de formation sur la logistique thermo-sensible et la gestion de flotte, au bénéfice de 110 personnes issues d'institutions gouvernementales et d'organisations humanitaires.

Histoire de vie

Les jardins scolaires de la FAO, un levier au service de la nutrition et de l'apprentissage



FAO Cameroun © 2025

Dans les régions du Sud et de l'Est, le programme de jardins scolaires appuyé par la FAO a transformé le quotidien de milliers d'élèves. Grâce à la mise en place de 18 jardins potagers, de 17 poulaillers, de 16 unités piscicoles et à la plantation de 152 arbres fruitiers, les écoles bénéficiaires ont considérablement amélioré l'alimentation de leurs élèves.

La production annuelle générée par ces infrastructures est impressionnante : 236 859 kg de légumes, 70 000 œufs et 1 275 kg de poisson. Ces denrées permettent d'assurer un repas nutritif hebdomadaire à 10 833 élèves répartis dans les 18 écoles primaires concernées.

Au-delà de leur apport nutritionnel, ces jardins scolaires constituent un véritable outil pédagogique. Les élèves apprennent les techniques agricoles, la gestion d'un potager et l'élevage à petite échelle, développant ainsi des compétences pratiques précieuses pour leur avenir. Les enseignants constatent par ailleurs une amélioration de l'assiduité et de la concentration en classe, directement liée à une meilleure alimentation.

Ce programme illustre parfaitement l'approche intégrée du SNU, qui associe sécurité alimentaire, éducation et développement des compétences, afin d'offrir aux enfants des communautés rurales des conditions d'apprentissage optimales et des perspectives d'avenir renforcées.



Éducation en situations d'urgence : maintenir la continuité pédagogique malgré les crises

Le SNU a permis à 37 056 enfants non scolarisés de reprendre le chemin de l'école, dont 19 917 filles. Il a également mis en place 64 espaces temporaires d'apprentissage dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, permettant à 38 087 enfants touchés par les crises de poursuivre leur scolarité dans un cadre offrant, au-delà de l'enseignement, un soutien psychosocial, des repas et un environnement protecteur. Dans la région de l'Extrême-Nord, le programme d'alimentation scolaire d'urgence a fourni 1,5 million de repas à plus de 27 000 élèves dans 35 écoles.



UNHCR Cameroun © 2025

Par ailleurs, le programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux s'est étendu à 121 écoles dans plusieurs régions, au bénéfice de plus de 113 000 élèves, mobilisant 75 coopératives de petits producteurs, majoritairement composées de femmes, et contribuant ainsi à une hausse du taux de rétention de 95 %, à une réduction des abandons à 5 % et à un taux de réussite supérieur à la moyenne nationale. Le système des Nations Unies a également formé 72 facilitateurs et doté 123 espaces temporaires d'apprentissage de matériel pédagogique numérique, élargissant ainsi l'accès à l'éducation pour au moins 36 300 enfants touchés par les conflits, dont 20 795 filles et 2 737 enfants handicapés. Grâce à des tablettes, des radios solaires et des projecteurs, la continuité pédagogique a pu être assurée même lorsque la présence physique en classe était impossible. Enfin, le SNU a soutenu l'accès à l'école de 46 939 enfants et adolescents réfugiés, dont 22 021 filles. Un accord de coopération a également été signé avec le ministère de l'Éducation de base afin d'améliorer l'accès des réfugiés à l'éducation préscolaire et primaire, facilitant ainsi l'intégration des enfants réfugiés dans le système éducatif national, notamment grâce à la reconnaissance de leurs diplômes et à la formation des enseignants à l'accueil des enfants traumatisés.



VIH/Sida : des avancées majeures

Le SNU a contribué à une réduction significative de la transmission du VIH chez les nourrissons exposés, dont le taux est passé de 3,22 % à 1,78 %, grâce à des contributions stratégiques à l'amélioration de la prestation de services et à une meilleure articulation entre les services de santé et les interventions communautaires. Les enfants nés de mères vivant avec le VIH bénéficient désormais d'un suivi systématique à domicile et d'une mise sous traitement antirétroviral dès la naissance. Selon les résultats de l'Évaluation de l'impact du VIH sur la population du Cameroun (CAMPHIA) 2024-2025 présentée par le ministre de la Santé publique, la prévalence du VIH chez les adultes âgés de 15 à 49 ans s'établit désormais à 2,6 % contre 3,4 % en 2017, tandis que l'incidence annuelle a reculé pour atteindre 0,15 % contre 0,24 % en 2017.

Le nombre de personnes vivant avec le VIH est estimé à environ 503 000 adultes. Les performances du programme de traitement sont particulièrement remarquables, avec un taux de suppression virale chez les personnes sous traitement antirétroviral atteignant 93 %, tandis que la suppression virale à l'échelle de la population vivant avec le VIH est passée de 45 % à 72 %. Des disparités persistent néanmoins. Les femmes restent les plus touchées, avec une prévalence de 3,6 %, contre 1,6 % chez les hommes, et une incidence quatre fois plus élevée. Face à ces inégalités, le SNU a poursuivi ses actions ciblées en faveur des adolescents et des jeunes, notamment à travers la formation de 1 378 pairs éducateurs et la sensibilisation de plus de 500 000 jeunes au moyen de campagnes communautaires et numériques.



Histoire de vie

Quand l'assiette fait la classe – Témoignage de Timokoche, 10 ans

Dans la région de l'Est du Cameroun, l'École publique de Mbile se dresse paisiblement sur fond de collines verdoyantes. À l'intérieur, les voix des enfants récitant leurs leçons et le bruit des bancs en bois témoignent d'une activité scolaire en apparence ordinaire. Pourtant, sous ce rythme d'apprentissage se cache une réalité fragile : pour de nombreuses familles, la présence des enfants à l'école dépend directement des repas servis à l'école.

Dans l'ensemble du pays, des ménages déjà éprouvés par les conflits, les déplacements, les chocs climatiques et la hausse des prix des denrées alimentaires sont confrontés à des choix impossibles. Pour eux, les repas scolaires représentent bien plus qu'une simple nourriture – ils sont la différence entre l'assiduité et l'abandon. Quand la nourriture est servie, les classes sont pleines. Quand elle ne l'est pas, les enfants disparaissent en silence.

À l'École Publique de Meme 2A dans la région de l'Extrême-Nord, cette réalité est particulièrement tangible. Timokoche Massa, âgé de 10 ans et élève en classe de CM2, parcourt 15 km chaque jour pour se rendre à l'école. Après avoir perdu un proche dans la violence, l'école est devenue pour lui un espace de refuge.



« Quand je mange à l'école, je peux rester en classe et comprendre mes leçons », explique-t-il. « S'il n'y a pas de nourriture, c'est difficile de se concentrer. » Le calcul est sa matière préférée, et il rêve de devenir policier. *« Je veux protéger ma famille », ajoute-t-il.*

L'histoire de Timokoche est emblématique de la situation de milliers d'enfants à travers le pays. La faim interrompt l'apprentissage, et les statistiques sans appel : 1,5 million d'enfants ont besoin d'un soutien éducatif d'urgence. Moins de six élèves sur dix accèdent au secondaire, et un enfant sur quatre ne termine pas le cycle primaire. Dans l'Extrême-Nord, l'insécurité et les inondations récurrentes ont entraîné la fermeture de centaines d'écoles, laissant 564 000 enfants dans le besoin. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, des années de conflit ont privé plus de 865 000 enfants d'une scolarisation régulière.

Dans ce contexte, l'alimentation scolaire s'est imposée comme l'un des leviers les plus efficaces pour protéger l'éducation. Depuis 2022, le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est associé au Gouvernement camerounais pour fournir des repas dans cinq régions, une action renforcée par le lancement de la Stratégie nationale d'alimentation scolaire en 2025.

Chaque repas apporte environ 630 kilocalories, constituant souvent la seule source régulière de nourriture pour de nombreux enfants. Les enseignants font état d'une amélioration de la concentration et de l'assiduité, tandis que les taux de rétention ont dépassé 95 %. Les parents soulignent, pour leur part, que ces repas allègent la pression sur des ressources alimentaires déjà limitées, tandis que l'approvisionnement local soutient les petits agriculteurs.

Toutefois, ces acquis demeurent fragiles. Depuis janvier 2026, des déficits de financement ont privé 65 000 enfants de repas scolaires, soit plus de la moitié des enfants assistés en 2025.



« Les repas scolaires ne concernent pas seulement la nutrition; ils concernent aussi l'apprentissage, la protection et l'espoir », souligne Gianluca Ferrera, Directeur-pays du PAM.

Pour Timokoche, l'enjeu est simple :



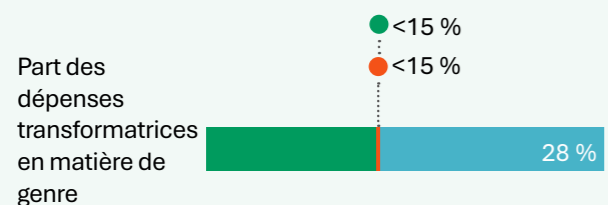
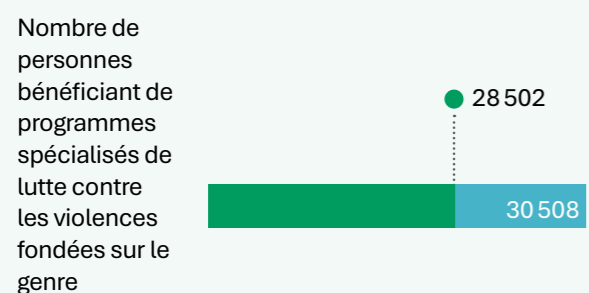
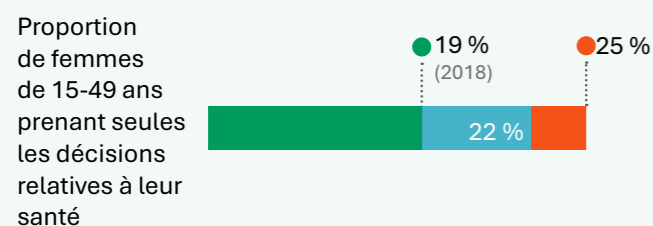
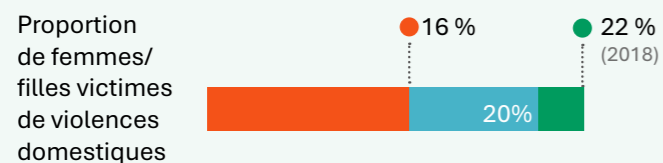
« Quand il y a de la nourriture, je ne manque pas l'école. Je veux apprendre. »

Alors que l'année scolaire se poursuit, la fragilité des espoirs des enfants n'est plus hypothétique. À travers le Cameroun, des milliers d'enfants ont déjà perdu l'accès aux repas scolaires, et leur capacité à rester à l'école, à apprendre, à grandir et à rêver dépend désormais du rétablissement de cette bouée de sauvetage vitale.



UNFP - Cameroun © 2025

Évolution des indicateurs de la réalisation 2.2



● Valeur de référence ● Valeur en 2025 ● Cible pour 2026



Autonomisation économique des femmes : un levier de transformation sociale

Dans le cadre du programme «Genre et Route», environ 750 femmes ont été formées aux pratiques agricoles dans les communes de Batchenga, Ntui et Yoko grâce à un mécanisme de démultiplication assuré par des formatrices locales. Cette approche a permis d'augmenter leurs rendements de 40 % en moyenne. Dans le Nord-Ouest, 319 femmes ont amélioré leurs connaissances en matière de jachère, de conservation des sols et de cultures d'ombrage, autant de techniques essentielles à la restauration des terres dégradées dans cette région montagneuse sujette à l'érosion.

Par ailleurs, 75 associations de femmes, représentant environ 1 875 femmes bénéficiaires, ont obtenu des titres fonciers sécurisés, consolidant ainsi leur maîtrise des moyens de production. En complément, des infrastructures socio-économiques sensibles au genre, notamment des marchés couverts, des entrepôts de stockage, des unités de transformation et des forages équipés de systèmes solaires, sont en cours de construction à Ndu, Babessi et Benakuma. Dans la région de l'Est, 1 050 femmes exploitantes agricoles ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités financières et d'un accès aux outils numériques dans le cadre du projet *SheCan*.

En outre, 885 femmes productrices ont été intégrées au programme de cantines scolaires locales, améliorant ainsi leurs revenus dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le système des Nations Unies a également renforcé les capacités de 21 leaders d'associations féminines de la Sanaga-Maritime dans les domaines de l'entrepreneuriat agricole et de la gestion post-récolte. Sept séchoirs solaires ont été mis à leur disposition, permettant de réduire les pertes post-récolte de 30 % à moins de 5 %. Par ailleurs, l'autonomisation économique de plus de 300 femmes réfugiées et autochtones, par la production de briquettes écologiques, constitue un levier majeur de transformation sociale et environnementale, en particulier dans les régions accueillant des populations déplacées.

En complément, 720 femmes ont été accompagnées dans les activités agropastorales, notamment dans la région de l'Extrême-Nord, où elles exploitent 151 hectares de terres arables mises à disposition par le Gouverneur, ainsi que dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord.



Lutte contre les violences fondées sur le genre : une réponse holistique et institutionnalisée

L'année 2025 a marqué une étape importante dans l'institutionnalisation de la réponse aux violences fondées sur le genre. Sous le leadership du ministère de la Promotion de la femme et de la famille (MINPROFF) et de l'Institut national de la statistique (INS), une étude qualitative nationale a été menée dans toutes les régions du Cameroun afin de mieux comprendre les facteurs et les manifestations des violences faites aux femmes et aux filles ainsi que l'état de la prise en charge des survivantes. Le SNU a accompagné le Gouvernement et les collectivités territoriales décentralisées à travers la construction et l'équipement d'un centre de promotion de la femme à Kekem, dans la région de l'Ouest.

Cette structure accueille plus de 500 filles déplacées en raison du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et leur offre des formations qualifiantes. Par ailleurs, le premier centre intégré de prise en charge des survivantes a été inauguré à Yaoundé. Offrant une prise en charge holistique sur les plans médical, psychosociale et juridique, il a assisté 1 263 survivantes entre décembre 2024 et septembre 2025, complétant un réseau de 90 espaces sûrs et fonctionnels dans les zones de crise. Une assistance monétaire a été fournie à 709 survivantes afin de favoriser leur autonomisation économique.

Une évaluation a montré que 85 % des femmes ayant bénéficié de cette assistance ont pu quitter leur agresseur et subvenir à leurs besoins.

Le SNU a également formé plus de 500 jeunes filles et étudiantes aux droits humains et à la prévention des violences basées sur le genre, tout en sensibilisant plus de 200 acteurs clés. Une session spéciale organisée à l'Assemblée nationale a par ailleurs réuni plus de 1 000 femmes leaders pour appeler à l'adoption d'une loi contre les violences fondées sur le genre.



La promotion de la masculinité positive a mobilisé plus de 1 500 hommes et garçons à travers 105 plateformes, faisant d'eux des ambassadeurs au sein de leurs communautés pour dénoncer les violences et promouvoir des relations égalitaires. Avec le financement de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes, la réponse aux violences basées sur le genre a également été intensifiée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où plus de 18 000 femmes et filles ont bénéficié, depuis juin 2025, de services intégrés de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre les violences basées sur le genre.

Enfin, sous le leadership du ministère de la Promotion de la femme et de la famille et du Bureau de la coordinatrice résidente, le Programme Spotlight a enregistré une avancée significative avec la finalisation de la note conceptuelle et du cadre de résultats budgétisé.

Des actions de plaidoyer ont également été menées à New York dans le cadre de la Commission de la condition de la femme, ainsi qu'à l'occasion d'une table ronde des donateurs en vue de la mobilisation des ressources nécessaires, estimées à 30 millions de dollars sur cinq ans.



UNFPA Cameroun/WA Cameroon © 2025

Histoire de vie

De l'ombre de la violence à la lumière de l'humanité : le parcours courageux de Comfort vers un foyer stable

Bamenda – Encore aujourd'hui, les mains de Comfort, 39 ans, tremblent lorsqu'elle ajuste sa robe. Quand elle parle, ses yeux s'emplissent de larmes qui semblent porter le poids de mille chagrins. Mère de trois enfants—âgés de 11, 8 et 4 ans—elle a survécu à un cauchemar qu'aucune mère ne devrait jamais avoir à endurer.

Son monde s'est effondré en 2023. Son mari, un agriculteur et chasseur respecté, a été enlevé et contraint de rejoindre un groupe armé. Laisseée seule et sans protection, Comfort est devenue la cible d'attaques répétées et brutales. Lorsqu'elle a réalisé qu'elle était enceinte à la suite de ces violences, son cœur s'est brisé. Terrifiée pour sa vie, elle a dû faire le choix le plus douloureux qu'une mère puisse faire : fuir son village, laissant ses enfants derrière elle dans une quête désespérée d'aide.

Épuisée et brisée, Comfort a suivi des murmures d'espoir jusqu'à atteindre un Espace Sûr géré par WACameroun et l'UNFPA. Elle est arrivée avec rien d'autre que son traumatisme, mais elle a été accueillie à bras ouverts.

Grâce au soutien de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO), sa guérison a commencé dès qu'elle a franchi la porte. Des médecins lui ont fourni un kit d'urgence post-viol pour protéger sa santé et lui ont prodigué les soins médicaux spécialisés dont elle avait besoin pour sa grossesse à haut risque. Pour la première fois depuis longtemps, elle a eu le pouvoir de faire des choix concernant son propre corps grâce aux services de planification familiale. Elle n'était plus une victime ; elle était une patiente soignée avec dignité.

Les cicatrices sur son esprit, cependant, étaient plus profondes que celles sur son corps. C'est le soutien psychologique constant et bienveillant qui l'a sauvée du bord du désespoir.

» *Pour la première fois, quelqu'un m'a écoutée sans me juger», dit Comfort en essuyant une larme. «Ces séances m'ont aidée à transformer mes pleurs en courage.»*

Pour la protéger de nouvelles violences fondées sur le genre, l'Espace Sûr est devenu son sanctuaire. Elle a appris qu'elle avait des droits et qu'elle méritait de vivre sans peur. Mais Comfort avait besoin de plus que de la sécurité—elle avait besoin d'un moyen de subvenir aux besoins de sa famille. À la faveur d'une petite subvention accordée dans le cadre du projet, elle a pu ouvrir un petit restaurant près du centre de santé du village, géré par l'Église baptiste. Aujourd'hui, elle cultive également des légumes frais sur une parcelle de terre mise à disposition par le chef du village, touché par sa force.

Comfort n'est pas seule dans son cheminement vers la guérison. Depuis juin 2025, plus de 18 000 femmes et filles ont bénéficié de services intégrés de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre les violences fondées sur le genre, soutenus par l'UNFPA dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Cette intervention a été rendue possible grâce au financement très opportun de 1,5 million d'euros accordé par DG ECHO. Ce soutien crucial a permis à

l'UNFPA de maintenir une présence opérationnelle dans des zones reculées et touchées par le conflit.

La terreur qui autrefois maintenait Comfort éveillée la nuit s'est enfin estompée. Aujourd'hui, elle a pu louer une petite chambre sécurisée et retrouver ses trois enfants désormais de retour à l'école.

» *UNFPA et WA Cameroon ne m'ont pas seulement donné des médicaments», dit-elle avec un doux et beau sourire. «Ils m'ont rendu la vie. Ils m'ont donné la force de me relever.»*

Comfort n'est plus une femme qui fuit pour sauver sa vie. Elle est une mère, une entrepreneure et une survivante. Elle est enfin chez elle.



UNICEF Cameroun © 2025



L'innovation numérique au service de la prévention des violences fondées sur le genre

Le SNU a poursuivi ses efforts d'innovation pour prévenir les violences fondées sur le genre, notamment celles facilitées par la technologie. La campagne numérique #LigneRouge a permis de sensibiliser plus de 20 000 jeunes à ces formes émergentes de violence, tout en promouvant des usages numériques plus sûrs et responsables. Dans le même esprit, le chatbot «AlertGBV» a été lancé afin de permettre le signalement anonyme des cas et l'orientation des survivantes vers des services adaptés. En l'espace de six mois, cet outil a reçu plus de 5 000 messages et permis d'orienter 800 personnes vers des services d'aide. Une autre avancée majeure a été la mise en place des premiers rosters humanitaires nationaux en santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'en lutte contre les violences fondées sur le genre. Cette initiative a permis de constituer un pool de 21 experts nationaux mobilisables dans un délai de 48 heures en cas de crise, renforçant ainsi la préparation et la durabilité de la réponse humanitaire tout en réduisant la dépendance aux déploiements internationaux. Enfin, la campagne des «16 jours d'activisme» a permis de sensibiliser directement 12 777 personnes aux violences faites aux femmes, dont 8 400 femmes et 4 377 hommes. Cette mobilisation a contribué à promouvoir des comportements numériques plus sûrs et des contenus médiatiques plus responsables en matière de prévention.



Autonomisation des adolescentes

Le SNU a soutenu l'autonomisation des adolescentes à travers l'initiative «Girls' Movement» qui a touché 7 018 enfants et jeunes, dont 5 632 filles, dans 32 municipalités. Le Forum national sur les droits des filles, tenu à Yaoundé, a réuni plus de 1 500 enfants qui y ont interpellé les décideurs sur les mariages précoces, les violences scolaires et l'insuffisance des perspectives offertes aux adolescentes.

À l'issue de ce forum, le ministère de la Promotion de la femme et de la famille s'est engagé à élaborer, en 2026, un Agenda national multisectoriel pour les adolescentes, intégrant leurs recommandations. Par ailleurs, le SNU a participé au Sommet régional des filles, au cours duquel les voix de plus de 2 600 adolescentes ont contribué à l'élaboration de la Déclaration de Dakar sur l'Agenda régional pour les adolescentes.

En complément, 689 enseignants, dont 368 femmes, ont été formés dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, tandis que l'initiative «I Am Music» a mobilisé 600 enfants et adolescents, dont 59 % de filles, autour de la promotion de la cohésion sociale.



UNICEF Cameroun © 2025

Histoire de vie

«Ma voix, mon avenir» – Le Girls' Movement en marche au Cameroun

Sur une route poussiéreuse de Ngaoundéré, des centaines de filles défilent ensemble, leurs voix s'élevant à l'unisson. Des banderoles flottent avec les mots «Girls' Vision for the Future». Pour nombre d'entre elles, c'est la première fois qu'elles se sentent véritablement vues, entendues et reconnues – non comme de simples bénéficiaires silencieuses, mais comme des actrices du changement.

Parmi elles se trouve Aïssatou, 16 ans. Elle se souvient du jour où quelqu'un lui a posé une question simple mais décisive : «Que veux-tu pour ton avenir ?» Jusque-là, sa vie avait été façonnée par le silence – l'interruption précoce de sa scolarité et la nécessité de taire ses peurs. Cette question lui a donné du courage, et aujourd'hui elle s'exprime pour son village, pour ses pairs et pour elle-même.

Au Cameroun, les filles représentent près d'un quart de la population; pourtant leur chemin demeure souvent entravé par les mariages précoces, les grossesses, la violence et un accès limité à l'éducation et aux services de santé. Lancé par l'UNICEF, le Gouvernement camerounais et ses partenaires, le Girls' Movement repose sur une conviction essentielle : les filles doivent être

reconnues comme des agentes du changement et pleinement associées à l'élaboration des politiques qui les concernent.

En 2025, une caravane nationale a parcouru les dix régions, rencontrant des filles dans les villes, les villages et les zones touchées par les crises. Plus de 5 600 filles – réfugiées, déplacées, filles handicapées, adolescentes scolarisées ou non – ont partagé leurs réalités dans des espaces sûrs.

« Ce jour-là, nous n'avons pas été jugées. Nous avons été écoutées », se souvient Aïcha. Afin de renforcer le sentiment d'appartenance et la visibilité du mouvement, celui-ci s'est doté d'un hymne, d'une chorégraphie et d'une identité visuelle forte, diffusant l'espoir sur les ondes radio et les plateformes numériques.

L'impact est tangible. En moins d'un an, 7 018 enfants ont été mobilisés, des kits sanitaires ont été distribués, 38 consultations communautaires ont été tenues et une pétition nationale a été lancée. Des campagnes telles que le podcast «Cyber Queen» ont permis de sensibiliser à la cyberintimidation, tandis que des actions environnementales ont rassemblé les filles contre la pollution plastique.

À 18 ans, Janelle a rejoint la Taskforce des Filles pour contribuer à la rédaction du Manifeste des Filles du Cameroun.

« Il ne s'agit pas d'un texte pour les adultes. Il est à nous », dit-elle. Présenté au Forum national sur les droits des filles, qui a rassemblé plus de 1 500 filles, ce Manifeste a marqué un tournant historique en portant directement les priorités des filles à l'attention des décideurs.

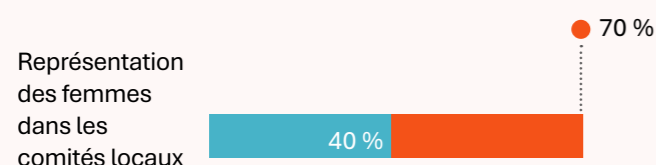
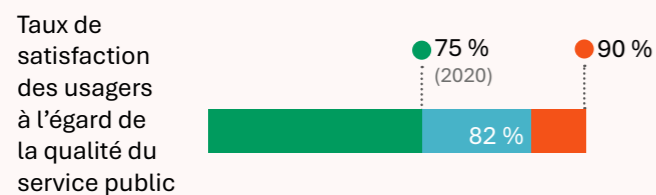
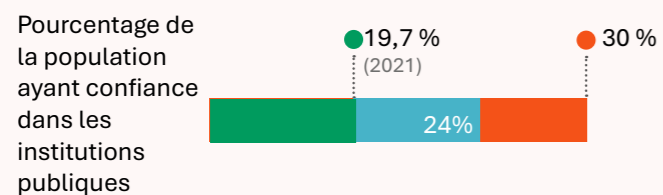
Le Mouvement investit également dans les leaders de demain. Grâce à des programmes de mentorat comme «Ma COTA», des filles comme Mireille, 21 ans, sont mises en relation avec des femmes leaders qui leur inspirent confiance et élargissent leur horizon des possibles.

Aujourd'hui, le Girls' Movement est bien plus qu'une campagne. Il constitue une plateforme nationale qui contribue à façonner un agenda futur en faveur des droits des filles. Comme l'a souligné Nadine Perrault de l'UNICEF :

« Quand les filles dirigent, les communautés progressent et les nations se transforment. »

Aïssatou, Janelle, Mireille – des noms différents, des parcours singuliers, mais une même conviction : leur avenir doit se construire avec elles, et non pour elles. Et leurs voix sont déjà en train de transformer le Cameroun.

Évolution des indicateurs de la réalisation 3



● Valeur de référence ● Valeur en 2025 ● Cible pour 2026



Participation citoyenne : un pilier de la gouvernance locale

Sous le leadership des ministères de l'Habitat et du Développement urbain (MINHDU), de l'Administration territoriale (MINAT) et de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), le SNU a outillé les collectivités territoriales décentralisées et les communautés en faveur d'une gouvernance plus participative et transparente. Des sessions de formation ont été organisées à l'intention des municipalités et des institutions décentralisées sur la planification participative et l'alignement des plans communaux de développement sur le Programme 2030.

Le SNU a également accompagné le MINHDU dans l'élaboration du Plan national des villes intelligentes du Cameroun, renforçant ainsi la gouvernance numérique et la participation des parties prenantes. Des forums urbains communaux ont en outre été organisés, créant un cadre structuré de dialogue sur le financement du développement local. Parallèlement, une plateforme numérique nationale d'information, de consultation et de participation citoyenne a été développée, dotée d'interfaces communales favorisant l'interaction directe entre élus locaux et citoyens.

Dans les zones fragiles de l'Extrême-Nord, la création de trois comités locaux de stabilisation et la redynamisation de six autres ont constitué des cadres formalisés de médiation, de planification communautaire et de dialogue avec les autorités, avec une représentation des femmes atteignant 40 % au sein de ces comités. Dans les communes accueillant des déplacés internes touchés par la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à Babadjou, Dschang, Bafoussam, Loum et Douala IV, des interventions menées ont permis la création de cadres de dialogue multisectoriels, la délimitation concertée des zones agricoles et de pâturage, ainsi que la mise en place de comités locaux de prévention des conflits et de médiation, renforçant ainsi la résilience communautaire et le vivre-ensemble.

En collaboration avec le MINEPAT, la première stratégie genre de la décentralisation a été structurée, institutionnalisant des outils de planification et de budgétisation sensibles au genre au sein des collectivités territoriales



UNFPA Cameroun © 2025

décentralisées et favorisant une participation accrue des femmes aux instances de décision. Par ailleurs, les femmes élues locales et les femmes parlementaires ont bénéficié de sessions de plaidoyer visant à renforcer leur participation aux instances décisionnelles.



Institutionnalisation de la voix des femmes dans les politiques de sécurité

Le réseau des femmes leaders pour la paix, la justice et la sécurité (WILPOC) a été consolidé en tant qu'organe de plaidoyer et d'influence sur les décisions publiques, permettant à des femmes issues de la société civile et d'associations locales de dialoguer directement avec les décideurs institutionnels sur les politiques de sécurité et de justice. En partenariat avec le gouvernement, le SNU a contribué à l'adoption et à la vulgarisation du deuxième Plan d'action national relatif à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité, portant sur la participation des femmes aux processus de paix et leur protection dans les zones de conflit.



Assistance électorale

Sous la coordination du Bureau du coordonnateur résident, le SNU a appuyé le cycle électoral 2025-2027 au Cameroun en renforçant les capacités des institutions et de la société civile en vue d'une participation inclusive. Une plateforme nationale de dialogue a réuni 184 acteurs clés, contribuant à améliorer la gouvernance électorale et la confiance. Plus de 3000 professionnels des médias ont été formés à la couverture électorale, à la lutte contre la désinformation et à la prévention des discours de haine, et plus de 900 incidents numériques ont été traités. Par ailleurs, des systèmes d'alerte précoce mobilisant plus de 90 volontaires ont permis de suivre 1500 incidents, dont 400 ont fait l'objet d'actions préventives. Des initiatives interconfessionnelles ont également mobilisé plus de 100 leaders religieux afin de renforcer la cohésion sociale.



Vulgarisation des procédures judiciaires : un levier de transparence

La validation du Guide de référence rapide et des Procédures opérationnelles standardisées a permis de clarifier les processus d'arrestation, de détention et de poursuite, renforçant ainsi la surveillance citoyenne du système de justice maritime et pénale.



Protection des droits humains : des avancées significatives

Un plaidoyer conjoint auprès d'Élections Cameroun (ELECAM) a permis une augmentation significative du taux d'inscription des personnes handicapées sur les listes électorales et une meilleure accessibilité des bureaux de vote dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2025. Des rampes d'accès ont ainsi été installées dans 150 bureaux de vote et des bulletins en braille ont été produits à l'intention des personnes malvoyantes. Par ailleurs, 90 organisations de la société civile (OSC) et 90 journalistes issus des dix régions ont été formés aux droits civils et politiques des électeurs et à la participation politique des groupes vulnérables. En complément, 125 membres des forces de maintien de l'ordre de sept régions ont été formés à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et 50 animateurs de radios communautaires ont renforcé leurs compétences en matière de production et de diffusion de contenus radiophoniques liés à l'information électorale, à la lutte contre les discours de haine et à la vérification des faits. Le SNU a par ailleurs accompagné le ministère de la Justice dans l'élaboration d'un plan d'action national sur les droits de l'homme et les entreprises. Il a également soutenu le dialogue entre le Gouvernement et les mécanismes internationaux des droits de l'homme, permettant la soumission du rapport initial du Cameroun dans le cadre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Examiné à Genève, ce rapport a été salué pour sa qualité et son exhaustivité.



UNICEF Cameroun © 2025



Histoire de vie

Quand les universités deviennent des phares pour les droits de l'enfant

En février 2025, Yaoundé a ouvert ses portes à un rassemblement historique : la première Conférence internationale sur le rôle des universités dans la promotion et la protection des droits de l'enfant. Sous le haut patronage du Premier ministre, représenté par le ministre d'État Jacques Fame Ndongo, cette conférence a été co-organisée par l'UNICEF Cameroun, l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) et les universités publiques. Elle a rassemblé plus de 1 500 participants en présentiel et 3 000 en ligne.

L'atmosphère était électrique – mêlant rigueur académique et témoignages humains. Ministres, recteurs, experts internationaux, leaders religieux et traditionnels, ainsi que des étudiants, étaient réunis, écoutant non seulement les recherches présentées, mais aussi la voix des enfants eux-mêmes. Leurs histoires ont rappelé à tous que les droits de l'enfant ne sont pas des principes abstraits, mais des réalités vécues au quotidien.

Au cours de deux journées de réflexion, les participants ont exploré les moyens par lesquels les universités africaines pourraient devenir des centres d'excellence en matière de droits de l'enfant. Les échanges ont porté sur des thématiques variées, allant de l'innovation numérique et des programmes d'études sensibles aux conflits à la gouvernance locale et à l'inclusion dans le domaine de la santé.

Comme l'a souligné Nadine Perrault, en rappelant la Charte du Manden de 1236, cette dynamique s'inscrit également dans une profondeur historique africaine :

« L'Afrique n'a pas attendu les conventions modernes pour reconnaître les droits de l'enfant. Renouer la recherche académique avec notre patrimoine construit une vision authentiquement africaine de la protection de l'enfance. »

La conférence a débouché sur plusieurs résultats concrets. Le Réseau académique africain pour les droits de l'enfant a été lancé, neuf universités se sont engagées

à créer des centres de droits de l'Enfant, et la Déclaration de Yaoundé a été adoptée, consacrant le rôle central du monde académique dans la promotion de ces droits. L'UCAC a, en outre, annoncé la création d'un programme de Master bilingue en droits de l'enfant, proposé en format hybride et assorti de possibilités de mobilité internationale.

« L'université doit être un phare pour la société », a déclaré le Recteur, le Rév. Père Prof. Thomas Bienvenu Tchoungui. « Un lieu où la science rencontre l'éthique, et où la dignité de l'enfant façonne l'avenir de l'Afrique. » a-t-il ajouté.

Au-delà de la sphère universitaire, la conférence a également eu un rayonnement politique et diplomatique important. L'invité d'honneur, le Dr Ghassan Khalil, a tenu des réunions de haut niveau avec des responsables gouvernementaux, des parlementaires, des leaders religieux, des représentants de la Cour constitutionnelle et des diplomates. Ces échanges ont permis d'élargir le dialogue, en positionnant les droits de l'enfant comme une priorité partagée à travers les politiques publiques, les cadres juridiques et les dynamiques sociales.

Les étudiants sont repartis inspirés.

« Cette conférence m'a ouvert les yeux sur le rôle que nous pouvons jouer », a déclaré Linda Djarsoumna, étudiante en communication. Clémence, doctorante, a ajouté : « Les droits de l'enfant sont interdisciplinaires – ils nous concernent tous. »

Au terme de l'événement, Yaoundé avait fait bien plus que d'accueillir une conférence. Elle avait contribué à impulser un mouvement continental, plaçant fermement les droits de l'enfant au cœur des priorités académiques, politiques et diplomatiques. Pour les universités africaines, le message était clair : elles ne sont pas seulement des lieux de savoir, mais aussi des moteurs de transformation, des gardiennes de la dignité et des phares d'espoir pour chaque enfant.



État civil : un droit fondamental pour tous

Le SNU a contribué à la digitalisation de dix centres d'état civil, réduisant le délai de délivrance des actes de naissance de trois mois à une semaine. Cette avancée a permis d'améliorer sensiblement l'accès des populations à un droit fondamental, tout en renforçant l'efficacité administrative. Un atelier de renforcement des capacités, coorganisé avec la Commission des droits de l'homme du Cameroun, a réuni 60 participants issus des ministères, de la société civile et des groupes de réfugiés. En parallèle, un protocole d'accord a été signé avec le ministère de la Promotion de la femme et de la famille afin de faciliter l'enregistrement des naissances d'enfants réfugiés, jusque-là souvent exclus du système. Par ailleurs, plus de 5 000 actes de naissance ont pu être établis, notamment au profit des personnes déplacées, grâce à la mise en place de plateformes de dialogue et à l'organisation d'audiences foraines. Cette initiative a également permis de renforcer les capacités des femmes et des personnes handicapées en matière de communication, en vue de leur participation aux mécanismes de consolidation de la paix.



Promotion de la citoyenneté responsable et de la paix

Le SNU a appuyé la mise en place d'un pôle national regroupant quarante responsables sectoriels impliqués dans l'encadrement de la jeunesse, formés à l'éducation aux médias et à l'information. En parallèle, le premier Forum sur l'éducation aux médias et à l'information a réuni plus de 300 participants issus de sept pays et a abouti à l'adoption, par six pays de la sous-région, d'une déclaration commune en faveur de l'intégration de cette éducation dans leurs programmes scolaires. Six campagnes de sensibilisation ont touché environ 2 000 jeunes dans les régions de l'Adamaoua, de l'Ouest, de l'Est, du Littoral, du Nord et de l'Extrême-Nord. De même, la Course de la Paix de Yabassi a mobilisé 5 000 jeunes autour du thème du sport pour la paix. Par ailleurs, 15 plateformes de dialogue ont été mises en place pour promouvoir le vivre-ensemble et la cohésion sociale au sein des communautés, permettant de transformer la méfiance potentielle en citoyenneté responsable et de prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources et aux services de base.



Grâce à son appui à la réintégration durable des réfugiés, des personnes déplacées internes et des migrants de retour, ainsi qu'à la facilitation des voies de migration régulière, le SNU a renforcé la résilience socio-économique des communautés et favorisé une migration plus sûre et mieux encadrée.

Plan d'action pour renforcer la participation des jeunes à la consolidation de la paix

En 2025, le SNU a appuyé l'élaboration du Plan d'action national sur la jeunesse, la paix et la sécurité, en mobilisant six agences aux côtés du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique. Ce processus s'est appuyé sur des consultations inclusives à travers le pays, donnant la parole à des centaines de jeunes, y compris dans les zones de crise. Structuré autour des piliers de participation, de protection, de prévention, de partenariats et de réintégration, ce plan constitue désormais un cadre stratégique national visant à faire des jeunes des acteurs à part entière de la consolidation de la paix.

Dialogue social et égalité de genre

Le SNU a accompagné l'adoption, par six organisations syndicales, d'une politique commune en faveur de l'égalité de genre. Dans ce cadre, 60 femmes syndicalistes ont été formées au leadership et à la négociation, et 10 femmes ont été élues déléguées du personnel, une première dans certains secteurs industriels.

Le Gouvernement a par ailleurs mis en place une équipe focale tripartite, élargie à la société civile, chargée de promouvoir la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale. Sous l'impulsion du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, le leadership féminin des jeunes a également été dynamisé dans les écoles et les centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ) de Kyossi et de Yagoua, favorisant ainsi leur participation effective à la vie publique et à la gouvernance locale.

Appui à l'institutionnalisation de la protection sociale

Le SNU a poursuivi son appui au gouvernement pour renforcer le système de protection sociale, notamment à travers son soutien au registre social national. Cet appui a mis l'accent sur la gouvernance, la coordination, le renforcement des capacités et les mécanismes de protection des données. En collaboration avec le ministère des Affaires sociales, sept centres sociaux ont été équipés d'outils numériques afin d'améliorer la gestion des plaintes et des retours d'information. Le personnel concerné a également bénéficié d'une formation destinée à étendre ses capacités. Le système des Nations Unies a également contribué à la mise en place du Fonds des vulnérables, destiné à soutenir la planification et la mise en œuvre des transferts sociaux.



L'inclusion des réfugiés, une solution durable pour le Cameroun

Au cœur de la sous-région d'Afrique centrale, le Cameroun est devenu un refuge pour plus de deux millions de personnes contraintes de fuir les conflits et l'instabilité. Parmi elles figurent plus de 407 000 réfugiés, principalement originaires de la République centrafricaine et du Nigeria, ainsi que des retournés et des demandeurs d'asile, et plus d'un million de personnes déplacées internes. Derrière ces chiffres se cachent des familles en quête de sécurité, des enfants aspirant à l'éducation et des communautés cherchant à reconstruire leur vie.


Ce qui distingue l'approche camerounaise ne tient pas seulement à l'accueil accordé aux populations déplacées, mais également à la vision qui la sous-tend. Plutôt que de considérer les déplacements forcés comme une crise temporaire, le Gouvernement, en étroite collaboration avec le HCR afin de renforcer les complémentarités et l'efficacité, a fait de l'inclusion la voie vers des solutions durables. Ancrée dans la SND30, cette approche vise à intégrer les réfugiés dans les systèmes nationaux, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé ou des plans de développement locaux. Elle contribue à renforcer la cohésion sociale et à offrir aux familles déplacées la possibilité de vivre dans la dignité, tout en contribuant aux économies locales.

Les progrès réalisés dans le secteur de l'éducation sont particulièrement significatifs. En collaboration avec l'UNICEF, l'UNESCO, le PAM et Éducation sans délai, plus de 47 000 enfants réfugiés sont désormais inscrits dans les écoles formelles, tandis que plusieurs milliers d'autres bénéficient de programmes non formels. Les salles de classe ont été agrandies, du matériel d'apprentissage a été fourni et les installations WASH ont été améliorées – bénéficiant à la fois aux enfants réfugiés et à ceux des communautés hôtes. Pour les parents, voir leurs enfants à l'école représente un signe concret d'espoir ; pour les enfants, il ouvre la perspective d'un avenir à nouveau envisageable.

Dans le domaine de la santé, l'inclusion des réfugiés a également produit des résultats déterminants. Plus de 99 000 réfugiés ont désormais accès au système de santé national, avec une prise en charge couvrant notamment le paludisme, la santé maternelle, le VIH et d'autres pathologies. Lors d'une épidémie de choléra survenue dans le camp de Minawao, une réponse coordonnée a permis de vacciner près de 81 000 réfugiés et membres des communautés hôtes, avec des taux de couverture supérieurs à 98 %. Pour les familles concernées, cela s'est traduit non seulement par une meilleure protection contre la maladie, mais aussi par un regain de sécurité et de confiance.

Au-delà de la réponse aux besoins immédiats, le Cameroun investit dans des solutions durables. Les réfugiés sont enregistrés à l'aide d'identifiants biométriques, ce qui leur garantit une protection juridique et l'accès aux services. Des allocations de terres et des formations professionnelles dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire favorisent leur autonomisation, en particulier celle des femmes. En outre, des initiatives conjointes avec ONU-Habitat contribuent à remodeler la planification urbaine pour inclure les populations déplacées, assurant une croissance durable pour les communautés hôtes et les réfugiés.

Des défis subsistent, notamment dans un contexte marqué par la contraction des financements humanitaires à l'échelle mondiale. Pourtant, l'expérience camerounaise montre ce qui est possible lorsque solidarité, innovation et partenariat se conjuguent. Comme l'a souligné la Représentante du HCR, Yvette Muhimpundu :

 *Le Cameroun se distingue par son engagement constant en faveur de la protection et de l'inclusion.*

Pour les familles qui y ont trouvé refuge, les solutions durables ne sont pas de simples politiques – elles incarnent la promesse concrète d'un avenir dans lequel personne n'est laissé de côté.

Adobe Stock © 2025

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 ENVIRONNEMENT ET CLIMAT

RÉALISATION 4

D'ici 2026, les populations des différentes zones agro-écologiques, y compris les jeunes, les femmes et les groupes socialement vulnérables, vivent dans un environnement plus sain, gèrent durablement les ressources environnementales, y compris la biodiversité, et sont plus résilientes aux chocs liés aux catastrophes et aux climatiques.

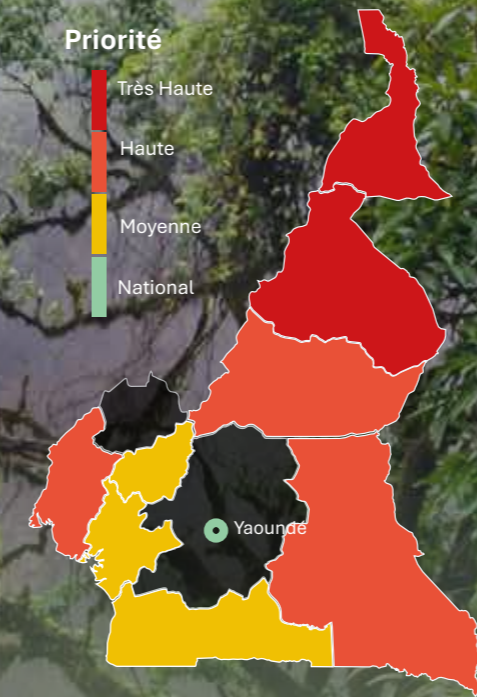
ODDs cibles



Marqueurs

Genre	Droits humains	Climat	Jeunesse	Ne laisser personne de côté
GEM 2	AFDH 2	Priorité haute (CDN 3.0, PNC)	Priorité haute	Ciblage actif

Régions d'intervention



Organismes contributeurs



Programmes conjoints

CAFI

5,9 millions USD

Agriculture durable ; transition écologique (bassin Congo)

FIDA, giz

ACREGIR

342 136 USD

Restauration écologique (Waza, Bénoué, Kimbi-Fungom)

FIDA, GIZ, UNEP, WFP

GUARD (Crimes environnementaux)

250 000 USD

Lutte contre le trafic de faune et de flore

UNODC, UNCTAD, WFP, UNEP

Fonds commun ODD

2 millions USD

Systèmes alimentaires climato-intelligents

FAO, UNICEF, UNCTAD, UNEP, WFP

Projet KOICA (Eau)

250 000 USD

Accès à l'eau potable (Centre, Littoral, Ouest)

UNOPS, KOICA, WFP

Résultats clés

1 354 ha

de terres ont été restaurés grâce à la mise en terre de 111 325 arbres, renforçant ainsi la résilience écologique et la lutte contre le changement climatique.

22 000

personnes ont bénéficié d'emplois via des activités à forte intensité de main-d'œuvre pour construire des infrastructures durables (mares, digues, biefs) dans l'Extrême-Nord.

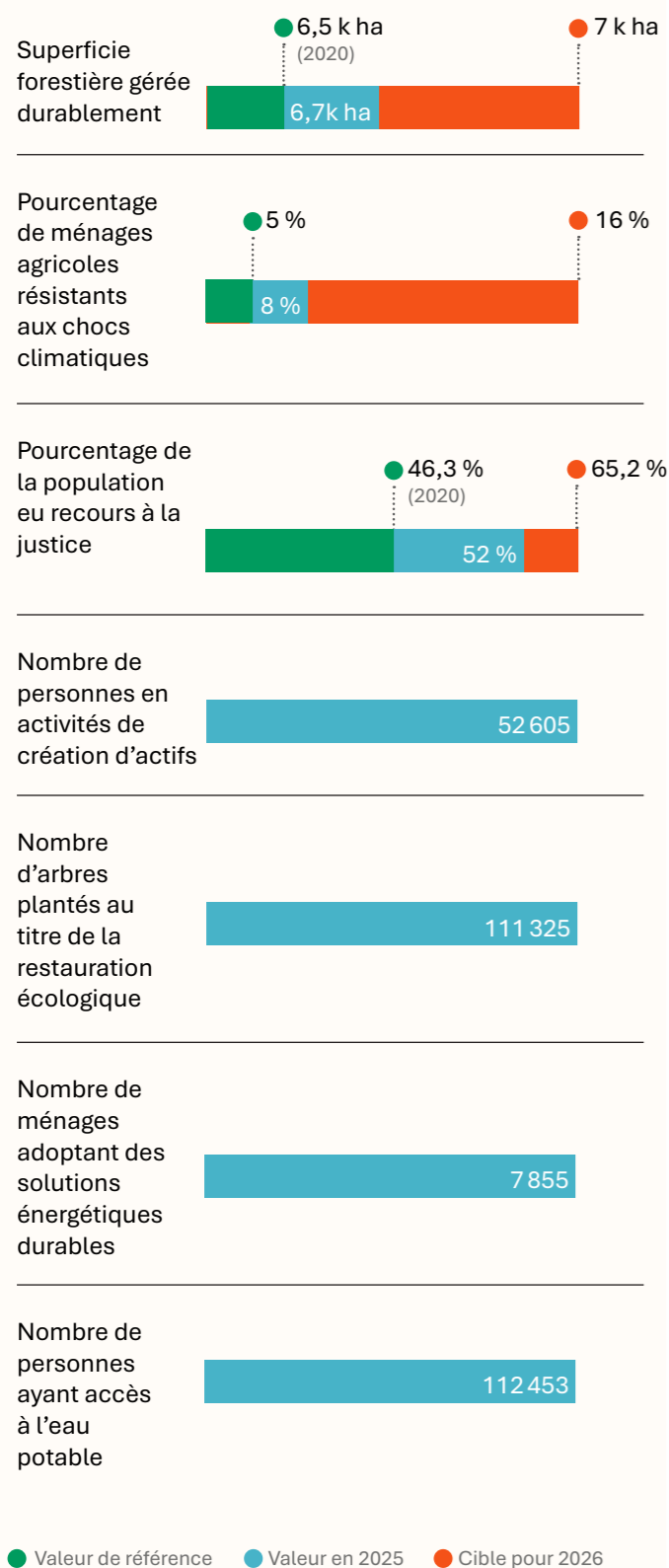
3 000

petits exploitants ont bénéficié d'une assurance indicielle climatique, leur permettant de percevoir des indemnités directes lors de la sécheresse de 2025.

150 millions USD

de besoins de financement pour la biodiversité ont été identifiés grâce à la mise en place d'un nouveau cadre national de gouvernance.

Évolution des indicateurs de la réalisation 4



Renforcement du cadre institutionnel et de la gouvernance climatique

Le SNU a joué un rôle fédérateur dans le renforcement du cadre institutionnel du Cameroun en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai. À ce titre, il a appuyé la révision de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) et l'élaboration du Plan national climat. Soumise à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en septembre 2025, la CDN 3.0 intègre, pour la première fois, des engagements chiffrés en matière d'adaptation et des objectifs sectoriels dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de l'énergie.

Le SNU a également soutenu la mise en place du cadre national de gouvernance du financement de la biodiversité. Cette avancée a permis d'identifier des besoins de financement de 150 millions de dollars pour la biodiversité et de proposer des mécanismes innovants pour y répondre. En parallèle, une application a été conçue et déployée pour la diffusion de données relatives aux alertes liées aux risques climatiques. Par ailleurs, le SNU a appuyé l'élaboration de la loi relative au régime forestier et faunique.



Actions communautaires pour l'environnement et la résilience climatique

Le SNU a renforcé la résilience climatique des communautés à travers plusieurs axes complémentaires. Deux stations météorologiques automatiques installées dans les parcs nationaux de Kimbi Fungom et de la Bénoué transmettent des données en temps réel via des applications mobiles, permettant aux communautés d'anticiper les sécheresses et d'adapter leurs calendriers agricoles. Sur le plan écologique, 1 354 hectares ont été restaurés grâce à la plantation de 111 325 arbres. Parallèlement, 873 personnes — dont 321 femmes et 574 jeunes — ont été formées à la création d'éco-entreprises, et 25 projets en écotourisme, production de miel et plantes médicinales sont désormais opérationnels.



Histoire de vie

Au camp de Minawao, des briquettes écologiques protègent l'environnement tout en générant des revenus

Dans le camp de réfugiés de Minawao, où plus de 70 000 personnes ont trouvé refuge loin des violences du bassin du lac Tchad, la recherche quotidienne de bois de cuisson exerçait une pression considérable sur les forêts environnantes. Face à ce défi, le HCR et ses partenaires ont développé, en 2025, une initiative de production de briquettes écologiques à partir de déchets agricoles. Des campagnes de sensibilisation ont touché 16 053 ménages (plus de 60 000 personnes), et 200 ménages ont été formés à cette nouvelle technique. Neuf groupes ont reçu des kits de fabrication, tandis que 35 foyers améliorés à base de balles de riz ont été installés. Près de deux tonnes de combustible ont été distribuées pour démarrer la production.

Aujourd'hui, les résultats sont impressionnants : 7 855 ménages – près d'un foyer sur deux dans le camp – produisent désormais leurs propres briquettes. Ensemble, ils ont fabriqué 342 844 kg de combustible écologique en 2025, auxquels s'ajoutent 150 kg produits par un centre de fabrication centralisé. Le ministère de l'Eau et de l'Énergie a effectué trois missions de supervision afin de garantir la qualité et la durabilité du programme. Cette initiative contribue à réduire considérablement la pression sur les ressources forestières locales tout en créant des activités génératrices de revenus, particulièrement pour les femmes réfugiées qui y trouvent une source d'autonomie économique.

Ce projet contribue directement à plusieurs ODD : énergie propre (ODD 7), travail décent (ODD 8), consommation responsable (ODD 12), lutte contre le changement climatique (ODD 13) et protection de la vie terrestre (ODD 15). Il illustre comment des solutions techniques simples et adaptées au contexte local peuvent répondre simultanément à des défis environnementaux, économiques et sociaux, en transformant un problème en une opportunité durable pour toute une communauté.

Le projet « *Un Jeune, un Arbre* » a quant à lui mobilisé 154 jeunes leaders à l'Extrême-Nord, qui ont créé des pépinières communautaires et conduit des campagnes de reboisement dans 15 villages.

En matière d'énergie durable et d'infrastructures, le SNU a touché 16 053 ménages de réfugiés et de communautés hôtes. Au camp de Minawao, 7 855 ménages ont produit 342 844 kg de briquettes écologiques, réduisant de 60 % la coupe de bois et générant une activité économique pour 300 femmes. Le portefeuille de résilience a également financé des infrastructures de gestion de l'eau et de conservation des sols à l'Extrême-Nord — mares, digues et biefs — bénéficiant à plus de 22 000 personnes. Par ailleurs, 15 logements témoins en matériaux locaux à faible empreinte carbone ont été construits pour des ménages vulnérables, dans le cadre du programme national de logements. Enfin, plus de 20 000 enregistrements numériques de biodiversité ont renforcé la surveillance intersectorielle et contribué à la réduction des risques zoonotiques.



Lutte contre les crimes environnementaux

Le SNU a lancé le projet GUARD pour renforcer les capacités nationales de prévention et de réponse aux crimes environnementaux. Dans ce cadre, des réunions de haut niveau ont été organisées, avec la participation des ministères des Forêts et de la Faune, de la Sécurité publique et de la Justice, afin d'élaborer un plan d'action national. La première réunion nationale du chapitre camerounais du réseau WILPOC a marqué une avancée importante dans la promotion du leadership féminin en matière de gouvernance environnementale. Cette initiative s'est notamment traduite par la formation de 50 femmes issues des forces de l'ordre et du secteur de la justice aux techniques d'enquête sur les crimes environnementaux.



Gestion des risques de catastrophes et résilience communautaire

Le SNU a mis en œuvre une approche intégrée de résilience dans six régions vulnérables, avec la construction de 24 magasins de stockage agricole, la réhabilitation de 90 km de pistes rurales et le développement de 49 étangs piscicoles. Dans le même temps, 52 605 personnes vulnérables ont participé aux travaux via des transferts monétaires, créant des emplois immédiats tout en construisant des infrastructures durables.

Par ailleurs, 3000 petits exploitants ont bénéficié d'une assurance indicielle climatique, une innovation qui leur a permis de percevoir des indemnités lors de la sécheresse de 2025. Le SNU a également renforcé la préparation aux catastrophes en mobilisant plus de 12 municipalités, 1 université et 4 OSC, touchant plus de 72 000 personnes dans l'Extrême-Nord. Cet appui a notamment porté sur des formations à la réponse d'urgence, la mise en place de mesures de protection et l'installation de 15 systèmes d'alerte précoce.



Préparation aux catastrophes et action anticipatoire

Sous le leadership de la FAO, en consortium avec l'UNFPA, des OSC et les institutions nationales compétentes, le SNU a enregistré des avancées significatives dans le renforcement des systèmes d'analyse des risques et d'alerte précoce, soutenant l'action anticipatoire dans la région de l'Extrême-Nord. Des analyses participatives des risques ont été menées dans 12 communes, permettant d'identifier les principaux aléas et d'établir un système communautaire d'alerte précoce articulé avec les mécanismes scientifiques nationaux. En parallèle, 12 plans communaux multirisques, ainsi qu'un plan régional d'action anticipatoire contre la sécheresse et un autre consacré aux inondations ont été élaborés et validés.

Dans le cadre de l'anticipation des inondations fluviales de 2025, l'activation du plan communal de Blangoua a permis la mise en œuvre d'actions anticipatoires ciblées, notamment un transfert monétaire anticipatif au bénéfice de 900 ménages vulnérables, dont 62 % étaient dirigés ou composés majoritairement de femmes. Cette intervention a également permis la construction de 4,9 km de diguettes communautaires et le renforcement du système de surveillance hydrométrique communautaire.

Dans sept communes de l'Extrême-Nord, les interventions d'action anticipatoire ont permis à 2220 ménages de produire et de récolter de manière anticipée 2736 tonnes de sorgho et de légumes, contribuant ainsi à réduire les pertes agricoles liées aux inondations. Parallèlement, 17941 personnes ont été sensibilisées aux pratiques de préparation et de réduction des risques. Enfin, la coordination des interventions a été renforcée grâce à un groupe de travail sur l'action anticipatoire, animé par la FAO et l'OCHA.



Adobe Stock © 2025





2.3 APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Le soutien du système des Nations Unies au Cameroun aux partenariats et au financement du Programme 2030 s'inscrit dans la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation de ressources et de partenariat, articulée autour de trois axes majeurs :

1. la coordination de la mobilisation de ressources à travers les appels à projets et les initiatives de programmation conjointe ;
2. le développement de partenariats avec les institutions financières internationales, en co-création avec le Gouvernement, le secteur privé, et la société civile ;
3. l'accompagnement du pays dans la mobilisation de financements innovants et de ressources nationales, ainsi que dans le renforcement des mécanismes de coordination et de suivi du développement.

2.3.1. Coordination de la mobilisation de ressources avec ou sans appels à projets

Le soutien du système des Nations Unies au Cameroun aux partenariats et au financement du Programme 2030 s'inscrit dans la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation de ressources et de partenariat, articulée autour de trois axes majeurs :

Catégorie	Fonds
 <p>Climat & Environnement</p>	CAFI, Facilité d'appui à la transition (BAD), Initiative internationale pour le climat, Fonds Climat Italien, FEICOM Guichet Climatique, Mitigation Action Facility
 <p>Nexus HDP, Consolidation de la paix, résilience</p>	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, Nexus Funding Facility, Fonds pour la consolidation de la paix (GYPI, IRF), Facilité d'appui à la transition (BAD)
 <p>Développement & Social</p>	Fonds commun ODD (localisation, sécurité alimentaire), protection sociale M-GA Banque mondiale, Coopération Sud-Sud (Inde, Chine), GPE, Spotlight 2.0, Global Gateway EU
 <p>Inclusion</p>	Fonds mondial des Nations Unies pour les personnes handicapées, Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière

Illustrations de financements conjoints fructueux



L'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI)

Le FIDA a mobilisé un financement de 20 millions de dollars pour un projet d'intensification durable de l'agriculture et de transition agroécologique au Cameroun. Ce projet devrait bénéficier à 300 000 producteurs de café et de cacao, dont 30 % de femmes et 40 % de jeunes, dans les huit régions méridionales du Cameroun. Il facilitera également la construction de l'immeuble siège du FODECC. Sa mise en œuvre repose sur une approche de coordination intersectorielle et multinationale associant le PNUD, la KfW et le GIZ. Ce projet s'inscrit également dans une dynamique régionale, avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le PNUE visant, à stimuler les investissements du secteur privé et les solutions innovantes fondées sur la nature.



La Banque africaine de développement – Facilité d'appui à la transition (BAD-TSF)

Financement d'un projet régional visant la réduction des risques et la stabilisation, mis en œuvre avec le PNUD.



Le Global Gateway

8 millions de dollars ont été mobilisés pour renforcer la compétitivité commerciale et l'accès aux marchés régionaux, au titre de la composante Afrique centrale, avec l'ITC et l'ONUDI, au bénéfice de 50 PME.



Le Fonds mondial des Nations Unies pour les personnes handicapées

Mobilisation de 1,2 million de dollars pour renforcer l'inclusion des personnes handicapées au Cameroun, avec l'UNESCO, l'UNFPA et le HCDH, notamment par le renforcement des capacités de 200 professionnels et par des actions bénéficiant à 5 000 personnes handicapées.



Le Fonds commun ODD

- Un financement de 2 millions de dollars en faveur de la localisation des ODD, mis en œuvre avec ONU-Habitat et le HCR.
- Un financement de 2 millions de dollars pour un programme consacré aux systèmes alimentaires durables, porté par le PAM, la FAO, l'ONUDI, le PNUE et l'UNCDF, en lien avec les enjeux de changement climatique.



Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine et la Nexus Funding Facility

Ils ont permis de mobiliser environ 3,2 millions de dollars pour un projet conjoint associant le PNUD, l'UNICEF, la FAO, ONU-Habitat, l'OIM et Plan International. Cette initiative vise à renforcer la résilience des communautés dans l'Extrême-Nord à travers une approche intégrée humanitaire-développement-paix (Nexus), au bénéfice d'environ 45 000 personnes.



Le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)

- 2,5 millions de dollars pour soutenir l'autonomisation des organisations de femmes dans les processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), en partenariat avec l'OIM et ONU-Femmes ;
- 3 millions de dollars pour l'appui au cycle électoral, mis en œuvre avec le PNUD, l'UNESCO, l'UNFPA, ONU-Femmes, l'OIM et le HCDH.



Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)

Financement de 31 millions de dollars pour l'amélioration de la qualité des apprentissages, dans le cadre d'un programme mis en œuvre par l'UNESCO et l'UNICEF. Celui-ci comprend la formation de 68 000 enseignants et bénéficie à environ 240 000 élèves du préscolaire public et 4 millions d'élèves du primaire public.



Le Fonds des Nations Unies pour la sécurité routière

Initiative régionale impliquant l'ONU-Habitat, le PNUE et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) visant à améliorer les données et les politiques de sécurité routière, en particulier au bénéfice des piétons, des cyclistes et des usagers de deux-roues motorisés.

2.3.2. Collaboration avec les Institutions financières internationales, le secteur privé, la société civile, la coopération Sud-Sud et triangulaire et des partenariats au niveau régional

1. Partenariats avec les Institutions financières internationales

Domaines de collaboration	Agences bénéficiaires	Résultats clés
Sécurité alimentaire, éducation, entrepreneuriat des jeunes, reconstruction, santé, autonomisation des femmes		Renforcement du dialogue stratégique et meilleure prise en compte de la valeur ajoutée du SNU



Avantages comparatifs du SNU :

Ancrage territorial, expertise sociopolitique locale, capacité logistique, transparence.

Domaine	Instance / Partenaire	Réalisations
Inclusion économique et emploi durable		<ul style="list-style-type: none"> 2 000 personnes employées (34 % de femmes) 750 femmes accompagnées dans l'entrepreneuriat 34 PME soutenues (132 emplois jeunes) 158 forages réhabilités dans 80 communes
Reconstruction et stabilisation (Nexus HDP)		<ul style="list-style-type: none"> 100 infrastructures sociales construites/réhabilitées (Nord-Ouest/Sud-Ouest) 5 000 actes d'état civil délivrés 2 000 emplois temporaires créés 45 000 bénéficiaires dans le Bassin du Lac Tchad
Santé, nutrition et protection		<ul style="list-style-type: none"> 57 sages-femmes déployées 2 762 consultations prénatales 61 409 enfants pris en charge pour malnutrition sévère (Est, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord)
Systèmes alimentaires, climat et résilience		<ul style="list-style-type: none"> 50 M € (BID/FAO) pour 7 000 producteurs dans l'Extrême-Nord 50 M USD (Banque mondiale/HCR) : 30 508 PDI enregistrées 2 M USD Fonds commun ODD + 15 M USD GFI pour systèmes alimentaires durables

2. Partenariats avec le secteur privé

Initiatives	Instance / Partenaire	Résultats clés
 DigiTech Planet		<ul style="list-style-type: none"> 350 jeunes formés aux compétences numériques et entrepreneuriales
 Youth Connekt / Speed Recruiting		<ul style="list-style-type: none"> 100 jeunes entrepreneurs accompagnés
Lignes de crédit	Consortium bancaire local (Bange Bank, NFC Bank, La Régionale, Savannah Islamic Bank, NOFIA, FOCEP)	<ul style="list-style-type: none"> 800 000 USD mobilisés pour 34 PME
 Accompagnement SNU	Projets d'infrastructures stratégiques (barrage hydroélectrique)	<ul style="list-style-type: none"> Alignement sur normes internationales (durabilité, droits humains, sauvegardes environnementales et sociales)

3. Partenariats avec la société civile

Domaines	Instance / Partenaire	Résultats clés
Droits civils et politiques	-	<ul style="list-style-type: none"> Formation à la participation citoyenne et à la gouvernance démocratique de 90 OSC
Autonomisation économique des femmes	-	<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement dans l'entrepreneuriat agricole de 21 organisations féminines
Suivi de la SND30	-	<ul style="list-style-type: none"> Association aux mécanismes de redevabilité pour 50 OSC
Spotlight 2.0	-	<ul style="list-style-type: none"> Consultations approfondies sur la lutte contre les VBG
Projet KHPC	-	<ul style="list-style-type: none"> Intégration des enseignements sur impacts sociaux et environnementaux des grands projets

4. Coopération Sud-Sud et triangulaire

Domaines	Instance / Partenaire	Résultats clés
Agriculture et sécurité alimentaire	Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana	<ul style="list-style-type: none"> Modèle d'entrepreneuriat pour riz, oignon, agroforesterie cacaoyère
Santé publique	Rwanda, Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> Digitalisation des systèmes de santé et gestion des crises sanitaires
Économie numérique et verte	Maroc, Égypte	<ul style="list-style-type: none"> Transfert de technologies pour l'économie circulaire (emplois jeunes/femmes)
Protection sociale et emploi	Bénin, Kenya	<ul style="list-style-type: none"> Partage de bonnes pratiques sur registres sociaux unifiés
Autonomisation des personnes déplacées	Arabie saoudite - Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires	<ul style="list-style-type: none"> 600 personnes déplacées formées (Extrême-Nord)
Alimentation scolaire	Brésil	<ul style="list-style-type: none"> Participation au 2^e Sommet mondial (Coalition pour l'alimentation scolaire)

5. Partenariats au niveau régional

Domaines	Instance / Partenaire	Résultats clés
Économie bleue, climat		<ul style="list-style-type: none"> Leadership du Cameroun (conservation marine, résilience climatique, sécurité maritime, financements durables)
Coopération régionale	Task Force ONU-GGC	<ul style="list-style-type: none"> Définition des contributions du Cameroun au plan de travail (lancée le 29/12/2025)
Sécurité humaine, résilience	CBLT, UNOCA, CEEAC	<ul style="list-style-type: none"> Cohérence des politiques transfrontalières dans les zones de conflit et de fragilité
Accompagnement des TPME	ZLECAF	<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement des TPME



FAO Cameroun © 2025

2.3.3. Appui au Gouvernement pour le financement de la SND30 et renforcement des mécanismes de coordination

L'appui stratégique du SNU a permis de franchir des étapes importantes dans l'opérationnalisation de la SND30 et dans la mobilisation de financements innovants en appui aux priorités nationales.



1. Gouvernance et coordination stratégique

La signature du nouveau décret de coordination de la SND30, instaurant une plateforme conjointe Gouvernement-partenaires techniques et financiers (PTF), a marqué une avancée majeure dans le renforcement de la cohérence et de la synergie des interventions de développement.

Cette dynamique est consolidée par la mise en place de Cadres de Mesure de la Performance (CMP) sectoriels, désormais opérationnels dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'éducation, contribuant ainsi à améliorer le suivi des résultats et la coordination sectorielle.

Par ailleurs, l'opérationnalisation des mécanismes du Nexus HDP, avec une implication accrue des institutions nationales et des task forces régionales, permet de renforcer la cohérence des réponses aux crises et aux défis de développement dans les zones fragiles.

2. Architecture du financement vert et innovant

Le SNU a soutenu le dialogue national sur le financement de la SND30, contribuant ainsi à des avancées importantes dans la mobilisation de financements climatiques et innovants.

Cet appui s'est notamment traduit par :

- l'élaboration du cadre réglementaire des marchés carbone ;
- le développement du plan national sur les financements verts et innovants ;
- la mise à jour de la Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0) ;
- la mise en place du cadre national de gouvernance du financement de la biodiversité (BIOFIN).

Ces initiatives ont été accompagnées d'un renforcement des capacités nationales en matière d'instruments de financement innovants, notamment le financement mixte, les obligations vertes et bleues, ainsi que l'accès aux guichets des IFI. Elles ouvrent ainsi de nouvelles perspectives pour l'accès aux financements climatiques et le développement de l'économie bleue.

3. Plaidoyer et impact au niveau territorial

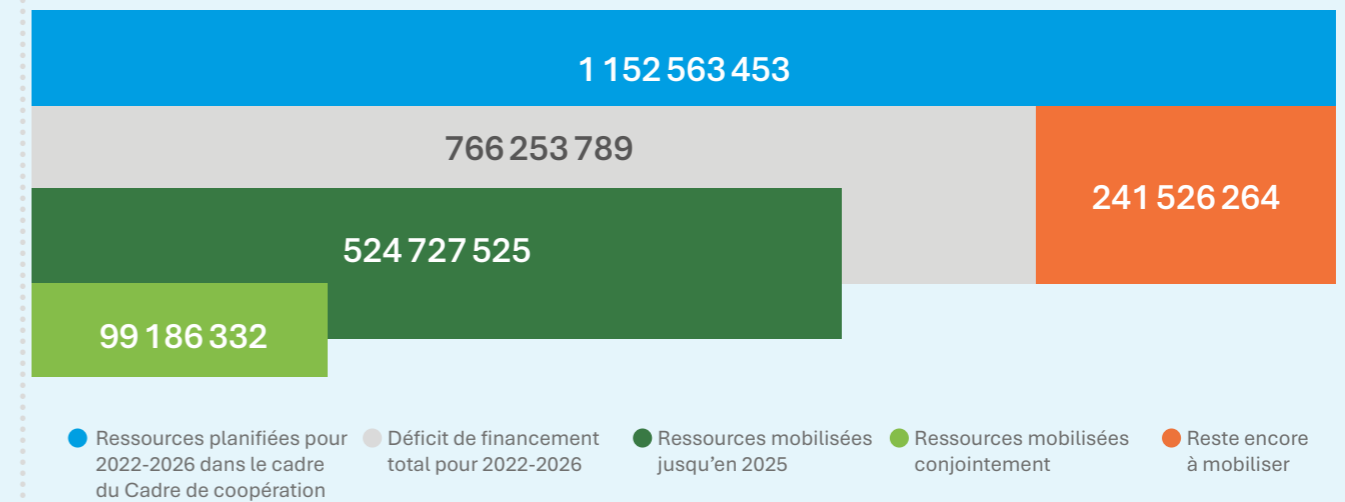
Le SNU a également soutenu un plaidoyer en faveur d'un renforcement des allocations budgétaires en faveur des secteurs sociaux, contribuant notamment à une augmentation de 5 % du budget de la santé en 2025.

Au niveau territorial, l'appui à la maturation de projets locaux et à la mobilisation de financements a permis de transformer les priorités communautaires en opportunités d'investissement bancables, permettant notamment à 15 communes de mobiliser environ 2 millions de dollars auprès de partenaires.

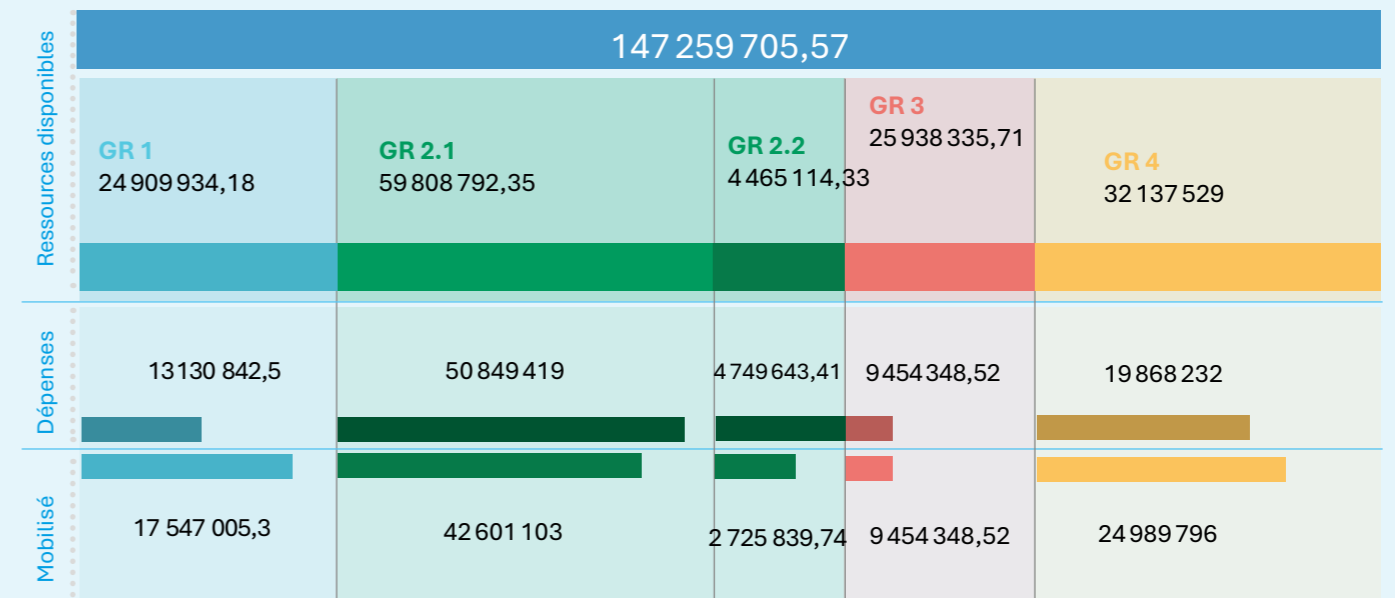


2.4 APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

2.4.1. Aperçu financier du Cadre de coopération 2022-2026 (en dollars É.-U.)



2.4.2. Répartition des ressources financières par priorités stratégiques - 2025 (en dollars É.-U.)



2.5 RÉSULTATS DES NATIONS UNIES TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE



UNFPA Cameroun © 2025

Au cours de l'année 2025, la collaboration accrue entre les différentes agences des Nations Unies au Cameroun a permis d'enregistrer des avancées significatives en matière de cohérence, d'efficacité et d'efficacité opérationnelle, démontrant la valeur ajoutée de l'approche « *Unis dans l'action* ».

2.5.1. Optimisation des moyens de transport et amélioration de la cohérence opérationnelle

Afin de mieux répondre aux besoins logistiques sur l'ensemble du territoire, des solutions de covoiturage interagences ont été progressivement déployées dans toutes les régions du pays. Cette mutualisation des moyens de transport a permis de réduire les coûts opérationnels, de diminuer l'empreinte carbone de la flotte des Nations Unies, et d'améliorer l'accès aux zones d'intervention, particulièrement dans les régions reculées et difficiles d'accès.

Le système mis en place par le PAM a été largement adopté et compte désormais huit agences utilisatrices, parmi lesquelles l'OIM, l'UNFPA, OCHA, l'UNICEF, l'UNESCO et l'UNOPS. Cette solution interagences facilite la planification conjointe des déplacements et optimise l'utilisation des véhicules disponibles.

Parallèlement, une solution locale innovante, entièrement développée par les équipes chargées des technologies de l'information et de la communication, sous la coordination du HCDH via l'équipe de gestion des opérations, se trouve à un stade avancé de déploiement. Conçue pour répondre aux réalités spécifiques du contexte camerounais, elle offre une gestion plus flexible et plus économique de la flotte partagée entre les agences. Cette innovation « *maison* » démontre la capacité du SNU à développer des solutions adaptées aux besoins locaux, renforçant ainsi son autonomie et sa réactivité.

2.5.2. Approche commune en matière d'approvisionnement : plus d'efficacité et de transparence

L'adoption d'une approche conjointe en matière d'approvisionnement a généré d'importantes économies sur divers biens et services essentiels, tout en réduisant les délais de passation et les charges administratives. Le recours systématique à des accords-cadres communs conclus avec plusieurs fournisseurs a renforcé la transparence des procédures et amélioré la conformité globale des achats.

Cette mutualisation des achats a conduit à un évitement de coûts estimés à près d'un million de dollars, représentant une économie substantielle qui a pu être réinvestie dans les activités programmatiques. Ces économies d'échelle

démontrent l'efficacité de l'approche commune et sa contribution directe à une meilleure utilisation des ressources mises à disposition par les donateurs.

Le cadre commun couvre un large éventail de prestations essentielles :

- ▶ Connectivité internet
- ▶ Transferts monétaires
- ▶ Maintenance des véhicules
- ▶ Services de nettoyage et de sécurité
- ▶ Services d'impression
- ▶ Services hôteliers
- ▶ Et autres services administratifs

2.5.3. Innovations en matière de dotation en personnel

Dans le domaine des ressources humaines, l'équipe de gestion des opérations a développé des mécanismes innovants de partage de personnel spécialisé entre agences, permettant à la fois de réduire les coûts et de maintenir un niveau élevé de qualité de service sur l'ensemble du territoire. Ces arrangements opérationnels, qui couvrent plusieurs localités, illustrent la flexibilité et la capacité d'adaptation du SNU aux réalités du terrain.

Mutualisation du personnel par région :

Localité	Postes mutualisés	Agences bénéficiaires
Yaoundé	Électricien	UNOPS, UNDP, UNHCR
Bamenda	Responsable administratif + Assistant(e) TIC	OCHA, UNFPA, UNDSS, Organisation mondiale de la Santé
Buéa	Responsable administratif + Assistant(e) TIC	OCHA, UNFPA, UNDSS, Organisation mondiale de la Santé
Kousséri	Agent d'appui opérationnel + Assistant(e) TIC	OCHA, UNFPA, OIM, UNDSS, Organisation mondiale de la Santé, WFP
Maroua	Agent d'appui opérationnel + Assistant(e) TIC	WFP, ONU FEMMES

Ces dispositifs permettent de :

- limiter les doublons et optimiser l'utilisation des ressources humaines rares ;
- Accroître l'efficacité opérationnelle en garantissant une présence continue de personnel qualifié dans les bureaux de terrain ;
- renforcer le fonctionnement quotidien des bureaux dans les régions, particulièrement dans les zones à défis sécuritaires où la présence de personnel spécialisé est cruciale ;
- maintenir une haute qualité de service dans des contextes où le recrutement de personnel à temps plein pour chaque agence, individuellement, serait financièrement non viable.



2.5.4. Initiatives conjointes majeures : vers une Maison des Nations Unies à Yaoundé

Par ailleurs, les agences des Nations Unies explorent activement la possibilité d'établir une Maison des Nations Unies à Yaoundé, afin de renforcer la synergie institutionnelle, d'optimiser l'utilisation des ressources et de faciliter la coordination interagences.

Une note conceptuelle a été élaborée et fait actuellement l'objet d'une révision afin d'intégrer les observations et recommandations soumises par l'équipe de pays. La version consolidée sera prochainement transmise au ministère des Relations extérieures (MINREX) pour concertation avec les autorités nationales.

Ce projet ambitieux, s'il aboutit, permettrait de :

- rassembler plusieurs agences sous un même toit, favorisant les échanges informels et la collaboration quotidienne ;
- réduire significativement les coûts de fonctionnement (loyers, sécurité, services partagés) ;
- renforcer l'identité collective et la visibilité du SNU ;
- faciliter l'organisation de réunions et d'événements conjoints.

Défis à relever La concrétisation de ce projet suppose toutefois de relever plusieurs obstacles, notamment la nécessité d'une validation interinstitutionnelle harmonisée, ainsi que les contraintes foncières et budgétaires inhérentes à un projet de cette envergure.

2.5.5. Le Nexus humanitaire-développement-paix : une approche intégrée au service des populations

L'exercice conjoint des fonctions de Coordonnateur résident et de Coordonnateur humanitaire a permis de renforcer considérablement le lien entre les interventions humanitaires d'urgence et les programmes de développement à long terme.

Cette approche intégrée s'est matérialisée par :

La création d'infrastructures durable

100

infrastructures sociales (écoles, centres de santé, forages) ont été construites ou réhabilitées dans les zones de crise grâce à une programmation conjointe.



La relance économique

52 605

ont participé aux travaux à haute intensité de main-d'œuvre, combinant réponse immédiate et création d'actifs durables.



La cohésion sociale

99,3 %

des bénéficiaires se sont déclarés prêts à collaborer avec des personnes d'autres identités, témoignant de l'effet positif des approches communautaires intégrées.



La stabilisation locale

9

comités locaux de stabilisation ont été créés ou redynamisés, offrant des cadres de dialogue et de médiation.



La continuité éducative



64



espaces temporaires d'apprentissage ont permis à 38 087 enfants de poursuivre leur scolarité malgré les crises



Le passage d'une approche sectorielle à une coordination par zones géographiques a permis de réduire la fragmentation et d'élaborer des plans uniques, ancrés dans les réalités locales et les besoins identifiés directement par les communautés. Cette évolution méthodologique, rendue possible par la collaboration étroite entre agences, améliore significativement la pertinence et l'efficacité des interventions.

2.5.6. Contributions au principe consistant à «NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ»

Groupe Prioritaire	Contributions Clés du SNU
 <p>Jeunes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 2 076 jeunes (dont 1 219 jeunes femmes) ont renforcé leurs compétences techniques et entrepreneuriales • 574 jeunes ont été formés à l'éco-entrepreneuriat • 154 jeunes leaders ont été formés à l'éducation environnementale
 <p>Femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 750 femmes ont été formées aux pratiques agricoles et 1 063 femmes ont été formées aux pratiques agricoles durables • 300 femmes ont été formées à l'éducation financière • 321 femmes ont été formées à l'éco-entrepreneuriat • 1 263 survivantes des violences fondées sur le genre ont été prises en charge au One-Stop Center • 1 475 femmes survivantes des violences fondées sur le genre ont bénéficié d'un suivi • 488 000 femmes ont reçu une assistance alimentaire et nutritionnelle • 200 femmes ont été formées à la production de charbon écologique • 75 associations (~1 875 femmes) ont obtenu des titres fonciers

 <p>Personnes handicapées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 2 737 enfants handicapés ont accès à l'éducation • 70 personnes handicapées ont bénéficié de transferts monétaires • Augmentation significative de l'inscription des personnes handicapées sur les listes électorales • 2 021 personnes handicapées ont reçu une assistance alimentaire et nutritionnelle
 <p>Réfugiés / PDI</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 30 508 personnes (dont 19 603 femmes) bénéficient de programmes de lutte contre les violences fondées sur le genre • 46 939 enfants réfugiés ont accès à l'éducation • 2 949 réfugiés/PDI bénéficient d'un accompagnement dans des activités agropastorales • 34 % des membres des Groupements villageois d'Épargne et de Crédit (GVEC) sont des réfugiés • 7 855 ménages réfugiés produisent des briquettes écologiques • 200 femmes réfugiées/PDI ont été formées aux métiers verts • 500 jeunes PDI ont été formés au montage de plaques photovoltaïques et à la connexion à l'énergie solaire • Près de 33 677 réfugiés ont été enrôlés dans le système d'identification nationale avec plus de 27 000 cartes de réfugiés délivrées par le Gouvernement • 159 400 réfugiés et 250 340 PDI ont reçu une assistance alimentaire et nutritionnelle





OCHA Cameroun © 2019

2.6 ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES

2.6.1. Evaluations et appréciation globale des interventions du SNU

L'année 2025 a été marquée par plusieurs exercices d'évaluation majeurs qui ont permis de mesurer les progrès accomplis et d'identifier les axes d'amélioration des interventions du SNU au Cameroun. L'évaluation à mi-parcours de la SND30, de portée nationale, a mis en lumière des progrès significatifs dans les secteurs de la santé et du genre – avec une couverture vaccinale atteignant 88,2 % et plus de 30 000 personnes touchées par les programmes de lutte contre les violences fondées sur le genre. Elle a également mis en évidence la persistance de défis majeurs, notamment dans les domaines de l'éducation et de l'emploi des jeunes. L'évaluation Genre du Secteur Agricole, conduite par la FAO, a établi une base de référence essentielle pour le suivi des progrès vers la Déclaration de Malabo.

Elle a documenté le rôle central des femmes dans l'agriculture et permis d'orienter les interventions du SNU vers une agriculture plus inclusive, notamment à travers la formation de 750 femmes aux pratiques durables. Enfin, l'étude nationale sur la cyber-violence, réalisée par l'UNFPA a fourni les premières données de base sur les violences facilitées par les technologies. Elle a révélé que 85 % des femmes interrogées avaient été exposées à au moins une forme de violence en ligne, ce qui a justifié le lancement de la campagne #LigneRouge et du chatbot «AlertGBV» qui ont déjà permis de sensibiliser plus de 20 000 jeunes.

Au-delà de ces évaluations formelles, l'appréciation globale des interventions du SNU en 2025 fait ressortir plusieurs tendances marquantes. Sur le plan de la couverture et de l'atteinte des résultats, le SNU a démontré sa capacité à maintenir un niveau d'engagement élevé malgré un contexte sécuritaire et budgétaire difficile, avec des dépenses totales de 98 millions de dollars, soit 69 % des ressources disponibles. Les taux de réalisation particulièrement élevés dans certains secteurs – 98,7 % de guérison pour la malnutrition aiguë modérée, 92 % pour la malnutrition aiguë sévère, 88,2 % de couverture vaccinale – témoignent de l'efficacité des approches techniques déployées et de la pertinence des partenariats avec les ministères sectoriels.

“ La mutualisation des services d'appui, via l'équipe de gestion des opérations, a généré des économies substantielles d'un montant de près d'un million de dollars. ”

En matière de ciblage des populations vulnérables et d'inclusion, l'année 2025 a consolidé l'engagement du SNU en faveur du principe consistant à ne laisser personne de côté. Plus de 30 000 réfugiés et personnes déplacées ont bénéficié de programmes de protection, 46 939 enfants réfugiés ont eu accès à l'éducation, et 2 737 enfants handicapés ont été inclus dans les dispositifs scolaires. Par ailleurs, la part des dépenses transformatrices en matière de genre a doublé pour atteindre 28 %, dépassant l'objectif organisationnel de 15 %. Cette évolution traduit une prise en compte plus systématique des considérations de genre dans l'ensemble des programmes.

S'agissant de la cohérence et de la coordination interagences, l'année a été marquée par des avancées significatives dans la mise en œuvre de l'approche «*Unis dans l'action*». La mutualisation des services d'appui, via l'équipe de gestion des opérations, a généré des économies substantielles de 971 053 USD. Par ailleurs, le passage d'une coordination sectorielle à une coordination par zones géographiques dans les régions de crise a permis d'élaborer des plans uniques ancrés dans les réalités locales, réduisant ainsi la fragmentation des interventions. L'exercice conjoint des fonctions de Coordonnateur résident et de Coordonnateur humanitaire a facilité l'intégration du nexus humanitaire-développement-paix et contribué à réduire d'environ 20 % les tensions communautaires dans les zones d'intervention.

Sur le plan de l'innovation et de l'adaptation, le SNU a développé des réponses créatives aux défis rencontrés. La digitalisation des services – notamment à travers la plateforme de participation citoyenne, les chatbots de lutte contre les violences fondées sur le genre, et la numérisation de l'état civil – a permis de réduire de 70 % les délais

de traitement des actes de naissance et d'élargir l'accès aux services essentiels. Les solutions de covoiturage interagences et de partage de personnel ont renforcé l'efficacité opérationnelle dans les régions, tandis que le développement d'une solution ICT locale par les équipes du SNU a démontré la capacité d'innovation endogène du système.

Enfin, l'appréciation de la qualité des partenariats révèle une évolution positive vers des relations plus stratégiques avec les IFI. La mobilisation de 18,5 millions de dollars avec la BID pour la santé maternelle et infantile, de 21 millions de dollars avec la BADEA en faveur des PME, et de 35,9 millions de dollars pour la reconstruction dans les zones de crise, illustre la reconnaissance croissante de la valeur ajoutée du SNU comme partenaire stratégique de mise en œuvre.

Le plaidoyer soutenu par le Coordonnateur résident a également permis de positionner les priorités du Cameroun à l'échelle mondiale, aboutissant à des promesses de financement de 15 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la sécurité alimentaire.

Ces avancées doivent toutefois être nuancées par la persistance de défis structurels. L'informalité du secteur des TPME demeure élevée, avec 85 % des entreprises non enregistrées. Les normes sociales continuent de limiter les opportunités offertes, avec des taux de mariages précoces atteignant 60 % dans certaines régions.

En outre, les capacités des collectivités territoriales décentralisées restent limitées, seules 30 % des communes disposant de services techniques fonctionnels. Ces contraintes appellent à la poursuite et au renforcement des efforts au cours de la dernière année du cycle de coopération.

2.6.2. Défis rencontrés en 2025

La mise en œuvre des interventions du SNU en 2025 a été confrontée à de multiples défis interconnectés, nécessitant une adaptation constante des stratégies d'intervention.



Défis sécuritaires et d'accès

L'insécurité dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord a limité l'accès à 30 % des zones d'intervention. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les journées dites de «ville morte» ont paralysé certaines activités, tandis que l'instabilité dans les zones frontalières de l'Extrême-Nord a entravé l'organisation des formations et les activités de suivi. Par ailleurs, 65 % des réfugiés et des personnes déplacées n'ont pas d'accès suffisant aux terres cultivables. La dégradation du réseau routier, les inondations et l'inflation ont contribué à l'augmentation des coûts et à l'allongement des délais de réalisation des infrastructures.



Défis structurels

Environ 85 % des TPME ne sont pas enregistrées, limitant leur accès au financement. Dans certaines régions, 60 % des filles se marient avant l'âge de 18 ans. En outre, bien qu'un avant-projet de loi sur les violences fondées sur le genre ait été déposé, son adoption n'est pas encore intervenue, maintenant ainsi un vide juridique préjudiciable à la protection effective des survivantes.



Défis institutionnels

Seulement 30 % des communes disposent de services techniques fonctionnels pour la planification locale. La rotation du personnel entraîne une perte de mémoire institutionnelle. Par ailleurs, 40 % des districts sanitaires utilisent pleinement le système DHIS2, et l'intégration des données dans les processus de planification demeure inégale.



Défis financiers

Les financements de l'USAID/BHA destinés aux programmes de lutte contre les violences fondées sur le genre ont chuté de 47 %, entraînant la fermeture de 15 espaces sûrs, dont la gestion a été transférée à des comités communautaires. Cette situation révèle la dépendance du SNU aux financements externes, qui représentent 75 % des budgets sociaux. La clôture de projets financés par la BAD, le PBF et KOICA en 2025 et 2026 fait également peser des incertitudes sur la continuité de plusieurs programmes. Enfin, les lenteurs observées dans les procédures nationales de maturation des projets à financement extérieur contribuent à annuler, voire, à retarder l'entrée en vigueur et le premier décaissement de nouvelles opérations en appui à la mise en œuvre de la SND30.

2.6.3. Leçons apprises

Les défis rencontrés et les évaluations menées ont permis de tirer des enseignements précieux qui guideront les interventions futures du SNU.

Sur les approches programmatiques

- Les mécanismes de sélection compétitive (appels à manifestation d'intérêt) permettent d'augmenter de 40 % l'engagement des bénéficiaires (OIT, PNUD).
- L'accompagnement intégré (formalisation, gestion, digitalisation, accès aux marchés) a permis d'accroître de 35 % la productivité des PME (PNUD).
- La focalisation communautaire a permis d'identifier 15 000 enfants dits «zéro dose» et 8 000 enfants non scolarisés (UNICEF, PAM). L'approche «Mother-MUAC» a formé 3 000 mères à la détection précoce de la malnutrition.

Sur les partenariats

- **La diversification des bailleurs est cruciale** : la réduction des financements de l'USAID/BHA a mis en évidence les risques associés à une dépendance excessive à l'égard d'un seul partenaire. Les financements conjoints SNU-IFI ont augmenté de 25 % en 2025 (BID: 18,5 millions de dollars, BADEA : 21 millions de dollars, Nexus HDP : 35,9 millions de dollars).
- La synergie public-privé-IFI a mobilisé 75 millions de dollars en faveur des PME, démontrant la force de l'initiative «Unité d'action» des Nations Unies.

Sur les approches intégrées

- La synergie entre les interagences (UNICEF, UNFPA, OMS, PAM) a contribué à l'obtention de taux de guérison record (98,7 % pour la malnutrition aiguë modérée).
- Le Nexus HDP a permis de réduire d'environ 20 % les tensions communautaires dans les zones d'intervention.
- L'approche intégrée (participation citoyenne + stabilisation + accès aux droits + production de données) a augmenté la confiance envers les institutions publiques de 15 %.

Sur l'innovation

- L'utilisation du numérique (WhatsApp, chatbots, plateformes) a permis d'atteindre 50 000 personnes supplémentaires.
- Les modèles hybrides (présentiel/distanciel) ont permis de maintenir 80 % des activités malgré l'insécurité.
- La digitalisation des services publics a permis de réduire de 70 % les délais de traitement des actes de naissance, facilitant ainsi l'accès à l'identité légale pour des milliers de personnes.

PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2026

Le Cadre de coopération 2022-2026 entre dans sa dernière année de mise en œuvre. Dans cette perspective, l'équipe de pays concentrera ses efforts sur deux priorités complémentaires.

La première consistera à obtenir les résultats attendus au titre du cycle en cours, en s'appuyant sur les orientations définies lors de sa retraite annuelle. Ces orientations s'articulent autour de six axes visant à renforcer l'efficacité collective et l'impact des interventions, dans le respect du principe consistant à ne laisser personne de côté.

La seconde priorité portera sur la préparation du prochain Cadre de coopération 2027-2031, en tirant des enseignements des évaluations réalisées et des consultations menées auprès des partenaires nationaux.

3.1 Renforcer la planification, le suivi-évaluation et les données

Le SNU organisera une revue annuelle avec le Comité de pilotage afin de valider les progrès réalisés dans le cadre du cycle en cours. Il s'appuiera sur le groupe chargé du suivi-évaluation pour mettre à jour le tableau de bord UNINFO et documenter les bonnes pratiques et les leçons apprises.

Un cadre d'engagement avec l'INS sera consolidé afin de renforcer le système statistique national et d'améliorer la disponibilité des données désagrégées nécessaires au suivi des ODD.

3.2 Accélérer la digitalisation, l'innovation et le programme ONU 2.0



S'appuyant sur les travaux de la groupe de travail sur la digitalisation, le SNU finalisera une feuille de route pour la transformation numérique. L'équipe de gestion des opérations étendra les solutions opérationnelles ayant fait

preuve de leur efficacité, notamment le covoiturage interagences et les achats groupés, afin de générer des économies supplémentaires.

Un programme de formation aux outils numériques sera proposé aux membres du personnel afin de renforcer leurs compétences dans ce domaine.

3.3 Optimiser la mobilisation des ressources et les partenariats stratégiques

Le SNU élaborera une stratégie de mobilisation de financements pour le cycle 2027-2031, articulée autour de deux volets : la recherche de ressources

pour le futur Cadre de coopération et l'appui-conseil au Gouvernement en matière d'accès aux financements internationaux.

Un sous-groupe technique sera mis en place sous l'égide de l'équipe de gestion du programme afin de coordonner les efforts et de développer des propositions conjointes. En complément, un mécanisme interagences d'ingénierie de projets permettra de structurer des initiatives bancables à présenter aux partenaires techniques et financiers.

3.4 Assurer une transition humanitaire consolidant le nexus humanitaire-développement-paix et la localisation des ODD

Le SNU renforcera l'intégration des principes transversaux (ne laisser personne de côté, protection contre l'exploitation et les abus sexuels, genre, jeunesse, handicap) dans l'ensemble des programmes. Les stratégies relatives à l'inclusion du handicap, à l'égalité des genres et à la jeunesse seront finalisées.

L'approche Nexus sera poursuivie dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, avec un suivi de la feuille de route opérationnelle et un renforcement des liens entre les interventions d'urgence et les programmes de développement.

Des initiatives pilotes de localisation des ODD seront poursuivies dans plusieurs communes (Foumban, Mandjou, Mokolo, Fotokol, Bana), en appui aux plans de développement locaux.

3.5 Améliorer la coordination et la gouvernance interne

Le SNU maintiendra une matrice de suivi des décisions de l'Équipe de pays des Nations Unies et rationalisera sa structure de coordination en vue du prochain cycle. Les termes de référence des groupes seront harmonisés et un cadre de redevabilité relatif à la collaboration interagences sera élaboré.

3.6 Renforcer la communication et le plaidoyer collectif

Le SNU finalisera une stratégie de communication et de plaidoyer pour la période 2027-2031, fondée sur le principe « Unité dans la communication » pour le prochain cycle. Les capacités des points focaux seront renforcées en matière de communication stratégique et de reporting d'impact.

Des récits d'investissement et des briefs d'impact seront également élaborés afin de mieux valoriser les programmes conjoints et de renforcer la visibilité auprès des partenaires.



Success Story

Promouvoir des solutions ancrées dans les réalités locales et mobiliser des financements au service de la sécurité alimentaire et de la résilience

Sous l'impulsion du Coordonnateur résident, une dynamique de collaboration s'est instaurée avec le soutien technique de son bureau et des agences impliquées, au premier rang desquelles le PAM, agence chef de file. Cette action est menée en concertation avec la FAO, l'ONUDI, le PNUE et l'UNCDF, tout en bénéficiant de l'orientation stratégique du FIDA et du PNUD.

Le cumul des responsabilités de Coordonnateur résident et de Coordonnateur humanitaire a favorisé une meilleure synergie entre les actions humanitaires et les programmes de développement. Cette approche a permis de limiter la dispersion des interventions et de substituer la coordination par zones géographiques au traditionnel système de clusters. Désormais, l'ensemble des partenaires s'inscrit dans un plan d'action unique, ancré dans les réalités du terrain et dicté par les besoins exprimés par les communautés elles-mêmes.

Cette méthode collaborative, étendue au dialogue avec le Gouvernement et les Institutions Financières Internationales (IFI), a facilité la mobilisation d'investissements majeurs.

Elle a consacré les organismes des Nations Unies comme des partenaires opérationnels fiables, capables d'accélérer l'obtention de résultats concrets, d'atteindre les populations les plus fragiles et d'assurer une gestion rigoureuse des fonds. Parmi les avancées significatives, on peut citer :

- 18,5 millions de dollars alloués à la santé de la mère et de l'enfant via l'UNICEF et l'UNFPA, grâce au concours de la BID ;
- 35,9 millions de dollars consacrés à la reconstruction, financés par la BID et mis en œuvre par le PNUD, avec l'appui du Gouvernement, du secteur privé et de partenaires tels que le Japon ;
- 21 millions de dollars destinés au renforcement des PME par le biais de la BADEA, avec le PNUD comme partenaire d'exécution gouvernemental.

Ces accomplissements témoignent de l'aptitude du Coordonnateur résident à fédérer les énergies, à harmoniser les priorités et à générer un impact durable dans un environnement en pleine mutation.



NOTE DE FIN

Le présent rapport annuel témoigne de l'engagement et de la détermination du système des Nations Unies au Cameroun à travailler main dans la main avec le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et l'ensemble des partenaires afin de ne laisser personne de côté et de construire un avenir meilleur pour toutes et tous. Les résultats présentés sont le fruit d'un travail collectif, d'une approche intégrée et d'une conviction partagée : le développement durable demeure possible, même dans les contextes les plus complexes.

La signature du Décret n° 2025/03043/PM portant création du Cadre de concertation partenarial ouvre une nouvelle ère de dialogue et de coordination pour l'accompagnement de la SND30. Le système des Nations Unies s'engage pleinement à jouer son rôle au sein de ce cadre, aux côtés du Gouvernement et de l'ensemble des partenaires, afin d'accélérer la réalisation des ODD et de contribuer à l'avènement d'un Cameroun plus prospère, plus inclusif et plus résilient.



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AbE	Adaptation fondée sur l'écosystème
AFD	Agence française de développement
AFDH	Approche fondée sur les droits de l'homme
AVEC	Associations villageoises d'épargne et de crédit
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BDEAC	Banque de développement des États de l'Afrique centrale
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
BID	Banque islamique de développement
BIOFIN	Cadre national de gouvernance du financement de la biodiversité
BUNEC	Bureau national de l'état civil
CAFI	Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale
CAMPHIA	Évaluation de l'impact du VIH sur la population du Cameroun
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CDC Afrique	Centre africain de Contrôle et de Prévention des Maladies
CDHC	Commission des Droits de l'homme du Cameroun
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CMPJ	Centre multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CH	Cadre harmonisé sur la sécurité alimentaire et la nutrition
CMP	Cadre de mesure de la performance
CPN	Consultation prénatale
CR	Coordonnateur résident
CSI	Centre de santé intégrée
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DG ECHO	Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
ECAM	Enquête camerounaise auprès des Ménages
ELECAM	Elections Cameroon
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FE	Femmes enceintes
FEICOM	Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention intercommunale
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FINTECH	Entreprise de technologie financière

FMI	Fonds monétaire international
FNE	Fonds national de l'Emploi
FVC	Fonds vert pour le climat
GAVI	Gavi : l'Alliance du Vaccin
GBVIMS	Système de gestion de l'information sur la violence de genre
GECAM	Groupement des entreprises du Cameroun
GEM	Marqueur d'égalité de genre
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
GVEC	Groupement villageois d'Épargne et de Crédit
GYPI	Initiative de promotion des jeunes et de l'égalité des genres
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFI	Institution financière internationale
INS	Institut national de la statistique
KOICA	Agence coréenne de coopération internationale
KSRelief	Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MICS	Enquêtes en grappes à indicateurs multiples
MILDA	Moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée d'action
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement local
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
MINAT	Ministère de l'Administration territoriale
MINCOM	Ministère de la Communication
MINEDUB	Ministère de l'Éducation de base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable
MINESEC	Ministère des Enseignements secondaires
MINFI	Ministère des Finances
MINH DU	Ministère de l'Habitat et du Développement urbain
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique

MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la femme et de la famille
MINREX	Ministère des Relations extérieures
MINSANTE	Ministère de la Santé publique
MINSUP	Ministère de l'Enseignement supérieur
MINTP	Ministère des Travaux publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité sociale
MYRP	Programme pluriannuel de résilience d'Éducation sans délai
Nexus HDP	Nexus Humanitaire-Développement-Paix
NFC	National Financial Credit
NOFIA	Nouvelle financière africaine
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONEFOP	Observatoire national de l'Emploi et de la Formation professionnelle
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU DC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.
OSC	Organisation de la société civile
OSSP-CMR	Opération de soutien au secteur privé camerounais
PADFA II	Programme d'appui au développement des filières agricoles (phase II)
PAM	Programme alimentaire mondial
PAR	Pertes après-recolte
PB-mères	Périmètre brachial-mères
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
PDCVEP	Projet de Développement des Chaînes de Valeurs de l'Élevage et de la Pisciculture
PEAS	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
PENTA3	Vaccin combiné contre cinq maladies
PEV	Programme élargi de vaccination
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PIB	Produit intérieur brut

PME	Petites et moyennes entreprises
PNC	Plan national Climat
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRESYNATS	Programme de renforcement du système national de transfusion sanguine
PRONEC	Programme national d'Éducation civique par le Réarmement moral, civique et entrepreneurial
PULCCA	Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire
PVVIH	Personne vivant avec le VIH
PTME	Prévention de la transmission mère-enfant
PTF	Partenaire technique et financier
RCA	République centrafricaine
RDH	Rapport sur le développement humain
RGPH	Recensement général de la Population et de l'Habitat
SASNIM	Semaine d'accélération des services de nutrition et de vaccination intégrées
SIM	Système d'Information de Marché
SND30	Stratégie nationale de développement 2020-30
SNU	Système des Nations Unies
TAR	Traitement antirétroviral
TIC	Technologie de l'information et des communications
TPME	Très petites et moyennes entreprises
UCAC	Université catholique d'Afrique centrale
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNINFO	Système d'information des Nations Unies pour le suivi des résultats du cadre de coopération
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNPRPD	Partenariat des Nations Unies pour les droits des personnes handicapées.
UIT	Union internationale des télécommunications
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WILPOC	Réseau des femmes leaders pour la paix, la justice et la sécurité
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

